

II. LA MONDIALISATION ET SON IMPACT

II.1. Points de vue et perceptions

Points de convergence

Afrique

Monde arabe

Asie

Amérique latine et Caraïbes

Pays en transition d'Europe et d'Asie centrale

Europe occidentale et Amérique du Nord

Monde des affaires, monde du travail et société civile

II.2. La mondialisation: nature et impact

Introduction

Caractéristiques principales de la mondialisation

Le contexte institutionnel

L'impact de la mondialisation



II.1 Points de vue et perceptions

Points de convergence

Afrique

Monde arabe

Asie

Amérique latine et Caraïbes

Pays en transition d'Europe et d'Asie centrale

Europe occidentale et Amérique du Nord

Monde des affaires, monde du travail et société civile

Un large éventail de points de vue

62. L'une des principales priorités de la commission a été d'appréhender la mondialisation à partir d'un large éventail de points de vue provenant des différentes régions du monde. Plusieurs questions ont été posées: comment la mondialisation a-t-elle affecté la vie des gens? Quels espoirs, craintes et préoccupations a-t-elle soulevés chez ces derniers? Quel type d'action faudrait-il entreprendre pour élargir les chances qu'elle offre et réduire les risques?

63. Nous avons lancé un vaste programme de dialogues et consultations aux niveaux national, régional et mondial. Plus de 2 000 décideurs et acteurs sociaux y ont participé: ministres et hauts fonctionnaires, parlementaires et représentants politiques locaux, dirigeants nationaux d'associations de travailleurs et d'associations d'employeurs, représentants de la société civile, des églises et des organisations de femmes ou de peuples indigènes, universitaires, journalistes². Les dialogues étaient conçus pour être interactifs et les participants ont échangé des idées entre eux ainsi qu'avec les membres de la commission.

64. Les participants n'étaient certes pas censés représenter l'opinion publique dans sa totalité, mais ces dialogues nous ont aidés à voir la mondialisation à travers le regard des citoyens³. Même si les avantages de mondialisation ont été assez largement reconnus, une position nettement critique s'est dégagée à travers ces dialogues. Si nous présentons cette synthèse sommaire, ce n'est pas que nous approuvions tout ce qui a été dit – de toute façon, les participants ont souvent exprimé des vues divergentes ou contradictoires –, mais pour aider à comprendre les

² Au total, 26 dialogues nationaux ou régionaux ont été organisés. Outre les consultations régionales organisées pour l'Afrique, les Etats arabes, l'Asie, l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes, des consultations et dialogues nationaux ont eu lieu dans les pays suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Brésil, Chili, Chine, Costa Rica, Egypte, Etats-Unis, Finlande, Inde, Mexique, Ouganda, Philippines, Pologne, Russie, Sénégal, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande et Uruguay. Neuf consultations spéciales ont été organisées pour recueillir les opinions d'entreprises internationales, du monde du travail et de la société civile. On se reportera à l'annexe pour plus de détails. Pour compléter nos sources d'information, nous avons également étudié les résultats d'enquêtes d'opinion menées par d'autres organisations.

³ Le compte rendu des dialogues est disponible à l'adresse www.ilo.org/wcsdg/consulta/index.htm.

questions qui se posent, les inquiétudes qui s'expriment, les intérêts en jeu et les valeurs et objectifs auxquels les gens souscrivent. Par-dessus tout, l'exercice a fait ressortir l'importance d'un dialogue de meilleure qualité entre les différents acteurs sociaux si une mondialisation plus équitable doit voir le jour.

Points de convergence

65. Les points de vue et les perceptions des individus dépendent de qui ils sont, de l'endroit où ils vivent et de ce qu'ils possèdent. Cependant, dans le kaléidoscope d'opinions qui ressort de ces dialogues, nous avons pu discerner une convergence de fond importante.

Un kaléidoscope d'opinions mais aussi beaucoup de convergences

66. Pratiquement tout le monde ressent la puissance de la mondialisation, qu'elle soit le résultat de la technologie ou des forces politiques ou économiques. «Nous dormions sur la berge lorsqu'une grande vague est arrivée», a déclaré un participant au dialogue qui s'est déroulé en Egypte. La mondialisation peut être effrayante, stimulante, écrasante, destructrice ou créatrice, selon le point de vue de chacun.

67. Le sentiment d'instabilité et d'insécurité est très répandu. Au cours du dialogue organisé au Costa Rica, un participant a déclaré: «Nous avons de plus en plus le sentiment de vivre dans un monde hautement vulnérable à des changements dont nous ne sommes pas maîtres. Un sentiment de fragilité de plus en plus fort règne parmi les gens ordinaires, dans différents pays, dans des régions entières.» L'instabilité des systèmes financiers mondiaux a eu des effets dévastateurs. Dans toutes les parties du monde, des voix s'élèvent pour demander des systèmes de protection sociale plus forts et une plus grande sécurité des revenus.

68. Une autre préoccupation commune concerne les effets de la mondialisation sur la culture et l'identité. Pour certains, elle «menace les institutions traditionnelles telles que la famille et l'école», ou le mode de vie de communautés entières. D'autres personnes interrogées trouvent des avantages à ce bouleversement des traditions et au développement des comportements modernes. Les implications en matière d'égalité entre les sexes, qu'elles soient positives ou négatives, ont été fréquemment citées.

L'impact de la mondialisation sur la culture et l'identité

69. Le problème qui est sans cesse revenu au premier plan est celui de l'emploi et des moyens d'existence. Les gens sont généralement favorables à l'ouverture des sociétés et à une plus grande interaction entre elles, mais ils sont beaucoup moins positifs lorsqu'on les interroge sur les effets de cette évolution sur leur emploi et leur revenu⁴. Un participant au dialogue philippin a déclaré: «A quoi bon une mondialisation qui diminue le prix des chaussures d'un enfant mais coûte à son père son emploi?». Il a souvent été fait référence aux difficultés rencontrées par les petites entreprises: elles ont du mal à tirer avantage de la mondialisation alors que ce

Emploi et moyens de subsistance

⁴ Des enquêtes d'opinion menées dans plusieurs pays aboutissent à des conclusions similaires. Par exemple, 48 pour cent en moyenne des personnes interrogées par Environics International dans sept pays pensaient que la mondialisation était une bonne chose pour la qualité de vie et le développement économique, mais 38 pour cent seulement étaient du même avis pour ce qui est des emplois et des droits des travailleurs (les résultats complets ont été publiés à Toronto, en mai 2002, par Environics International, sous le titre *Global issues monitor 2002*). Une autre enquête réalisée dans plusieurs pays a montré que «les gens considèrent généralement de manière positive, pour eux et leurs familles, la croissance du commerce extérieur, la communication mondiale et la culture populaire internationale», mais ils voient «s'aggraver en même temps de nombreux aspects de leur vie, dans certains cas à cause de la mondialisation»; ils citent notamment le «manque d'emplois bien payés». Voir *Views of a changing world* (Washington, DC, The Pew Research Center for the People and the Press, juin 2003), p. 10.

sont celles qui créent le plus d'emplois. L'économie rurale et l'économie informelle demeurent à la marge, d'où une pauvreté persistante. D'autres sont préoccupés par les pertes d'emplois résultant des restructurations industrielles qui s'opèrent à cause de la concurrence internationale et par les pressions à la baisse auxquelles sont soumis les conditions de travail et les droits des travailleurs (en Europe et en Amérique du Nord comme dans les pays à revenu intermédiaire et les pays en transition).

Marchés et règles mondiales

70. La mondialisation n'étant que l'un des nombreux facteurs qui affectent la vie des individus, les dialogues ont été l'occasion d'un débat plus large sur le rôle du marché dans la société et sur la manière dont les besoins et aspirations des personnes peuvent être exprimés et satisfaits au sein de leurs propres communautés. Il a également été largement mentionné que les règles inéquitables de l'économie mondiale constituent des obstacles au progrès. Ces règles favorisent les riches et les puissants et négligent l'impact social des politiques économiques. Les effets négatifs sont parfois étonnamment semblables dans différentes parties du monde. Par exemple, les dommages résultant des subventions agricoles ont été dénoncés de la même manière au cours des dialogues organisés au Brésil et en République-Unie de Tanzanie: l'importation de lait en poudre européen évince le lait produit localement tout en introduisant un produit inférieur.

71. Toutefois, les règles équitables ne donnent pas toujours un résultat équitable. Des efforts sont nécessaires pour permettre à ceux qui se trouvent dans la position la plus faible de «prendre le train du développement en marche». L'ordre du jour fait aujourd'hui trop de place au commerce et à l'investissement et pas assez aux droits de l'homme et à l'environnement, ce qui tient en partie à un «déficit démocratique» au niveau international.

72. Les participants se sont généralement entendus sur la nécessité de renouveler le rôle de l'Etat, un rôle fondé sur la primauté du droit et les institutions démocratiques et exercé en partenariat avec les autres acteurs sociaux. L'Etat, même si l'idée qu'il doit se mêler de tout est désormais discréditée, a été trop affaibli par la mondialisation. Face à celle-ci, il doit être capable de développer les capacités nationales, de réguler l'activité économique, de promouvoir l'équité et la justice, de fournir les services publics essentiels et de prendre part efficacement aux négociations internationales.

Nécessité d'investir dans l'éducation et les compétences

73. Un thème récurrent a été la nécessité, pour les personnes et les pays, d'investir dans l'éducation, les compétences et les capacités technologiques afin de pouvoir tirer parti des possibilités offertes par la mondialisation. Les systèmes éducatifs ont besoin d'être réformés et il faut s'attaquer à l'analphabétisme.

Migrations et intégration régionale

74. Les migrations sont aussi un sujet de préoccupation, tant pour les pays d'immigration que pour les pays d'émigration. Dans de nombreux pays à faible revenu, on critique les barrières qui s'opposent à une migration diversifiée vers les pays industrialisés et on s'inquiète de la «fuite des cerveaux» qui sape les efforts déployés pour développer des capacités nationales. Des migrants de toutes les régions, notamment les femmes, sont trop souvent poussés à travailler dans l'illégalité dans les pays de destination, ce qui les expose à l'exploitation. Il apparaît essentiel d'établir un cadre plus équitable pour la circulation des personnes et, dans le dialogue régional européen, on a fait valoir que «toute politique de restriction devrait être liée à une politique de libéralisation du commerce et de coopération au développement».

75. Dans toutes les parties du monde, l'intégration régionale est considérée comme une voie vers une mondialisation plus équitable et profitable à tous. Les

pays sont mieux à même de relever les défis sociaux et économiques de la mondialisation s'ils travaillent ensemble. Cela suppose une meilleure intégration des politiques sociales et économiques dans le processus d'intégration régionale, objectif, entre autres, de l'Union européenne, de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) et du Marché commun du cône Sud (MERCOSUR).

76. A de nombreuses reprises, les participants aux dialogues ont déclaré voir dans les Nations Unies et le système multilatéral le meilleur moyen de relever les défis de la mondialisation.

77. Autre point de convergence: la plupart des participants ont jugé qu'il existe des solutions et un grand nombre d'entre eux s'attachent à les rechercher ou à les promouvoir activement. Quels que soient les aspects négatifs du modèle actuel de mondialisation, les participants ont reconnu que la mondialisation est une réalité, que cela exige d'ajuster les priorités («le monde extérieur peut se débrouiller sans nous mais nous ne pouvons pas nous débrouiller sans lui») et, surtout, qu'il est possible et nécessaire de trouver des réponses. Un participant au dialogue qui s'est tenu en Pologne a déclaré que la mondialisation est une force que l'on peut domestiquer: «Si la mondialisation est un fleuve, construisons des barrages pour produire de l'énergie».

«Si la mondialisation est un fleuve, construisons des barrages pour produire de l'énergie»

78. Au-delà des préoccupations et croyances communes, une grande diversité est également ressortie de ces dialogues. Sans prétendre restituer toute la richesse des discussions, nous présentons ci-après un échantillon des perspectives de différentes régions du monde.

Afrique

79. Il ne fait pas de doute que, en vingt ans de mondialisation, les choses se sont bien plus mal passées pour l'Afrique que pour les autres régions. Toutefois, la responsabilité de la mondialisation dans les problèmes de l'Afrique reste à débattre. L'Afrique s'est sentie, dans le meilleur des cas, laissée pour compte et, dans le pire, trompée et humiliée.

C'est l'Afrique qui a le plus souffert

80. A un extrême, un participant au dialogue qui s'est tenu au Sénégal l'a comparée à «la recolonisation de nos pays». La mondialisation n'était pas souhaitée par l'Afrique, elle lui est étrangère et imposée.

81. Un autre participant à ce dialogue a déclaré que, pour les entreprises africaines, la mondialisation est un «combat inégal aboutissant à une mort certaine». Pour un leader de la société civile, l'Afrique doit «développer une culture de résistance» à la mondialisation, si elle ne veut pas être reléguée au rang d'«économie de mendiants».

82. Des participants au dialogue ougandais ont admis que la mondialisation peut être une bonne chose pour la démocratie, l'éducation et l'emploi. Il est clairement ressorti du dialogue régional que, quels que soient les effets de la mondialisation sur le continent, l'opinion générale est que l'Afrique ne pourra pas avancer en se tenant à l'écart du processus.

83. Le sentiment très critique qui a prévalu au cours des dialogues s'explique par la longue liste des aspects négatifs imputés par les participants au schéma actuel de la mondialisation. Tout en haut de cette liste figurent les politiques agricoles et tarifaires des nations riches. Le Mali n'a aucune raison de respecter les règles commerciales quand l'un des rares produits pour lesquels il est compétitif, le coton, est vendu moins cher par d'autres pays à cause de subventions. Les tarifs douaniers pratiqués par les pays occidentaux continuent de faire obstacle à la transformation locale des produits et rendent les producteurs otages de la baisse des cours des

Règles inéquitables, dette extérieure, VIH/SIDA, pauvreté et migrations sont les principaux problèmes

matières premières. Un participant au dialogue organisé en République-Unie de Tanzanie a souligné que les cours du café brut n'ont jamais été aussi bas, mais que le prix d'une tasse de café à New York, Tokyo ou Genève n'a pas baissé.

84. La frustration causée par les politiques de certaines organisations internationales a souvent été évoquée. Les négociateurs africains manquent des ressources et de l'information nécessaires pour défendre leurs intérêts à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale sont des institutions arrogantes, ignorantes de la situation locale, qui imaginent que leurs solutions sont d'application universelle. Elles imposent des politiques de rigueur budgétaire qui conduisent à amputer le budget de l'éducation et les dépenses sociales. Peu des investissements étrangers qui, selon les promesses faites, devaient suivre la libéralisation se sont matérialisés. Et surtout, le poids de la dette extérieure paralyse les pays, même les mieux dirigés.

85. Le VIH/SIDA, la pauvreté et les migrations figurent parmi les principaux sujets d'inquiétude. Les médicaments brevetés pour le traitement du VIH/SIDA et d'autres maladies coûtent très cher. Les migrations et le VIH/SIDA réduisent le vivier déjà bien maigre de main-d'œuvre qualifiée.

86. Mais les Africains, loin d'imputer aux autres tous leurs problèmes, se sentent eux aussi responsables, citant leur incapacité à créer des échanges commerciaux, à s'intégrer aux autres économies et à profiter des aspects positifs de la mondialisation. Ils reconnaissent que la régression économique a souvent pour cause autant une gouvernance déficiente que des influences extérieures. Les maigres ressources budgétaires sont dilapidées dans l'achat d'armes et dans des conflits dévastateurs. Malgré l'existence, sur le papier, de nombreux accords commerciaux et autres accords régionaux, il n'y a pas une volonté politique ou une infrastructure suffisante pour qu'ils produisent leurs effets. Néanmoins, l'intégration régionale pourrait être un instrument efficace pour l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. Il y a beaucoup à faire pour créer les conditions nécessaires à la réduction de la pauvreté. Il faut privilégier les initiatives locales et les «solutions africaines aux problèmes africains». Cependant, l'aide extérieure est, elle aussi, très importante pour faire en sorte que l'Afrique participe au progrès mondial.

Monde arabe

Les exportations de pétrole et les migrations déterminent en grande partie la façon d'envisager la mondialisation

87. Dans le monde arabe, la perception de la mondialisation est assombrie par la guerre et la persistance du conflit israélo-arabe. Elle est conditionnée par deux facteurs: le schéma actuel d'intégration avec le reste du monde, dominé par les exportations de pétrole et les migrations, et les craintes quant aux effets de la mondialisation sur l'identité culturelle et les traditions locales.

88. Le pétrole est considéré comme un atout, certes, mais comme un atout qui s'accompagne aussi de certains problèmes. Il a financé l'infrastructure et permis une forte augmentation de la consommation, publique et privée, mais il a également freiné la croissance de l'industrie et de l'agriculture et creusé les inégalités entre les pays de la région et à l'intérieur de ces pays. Les États riches en sont arrivés à dépendre d'une main-d'œuvre immigrée venant du monde arabe et aussi d'autres régions. L'importance mondiale du pétrole a encouragé l'ingérence de forces extérieures dans les affaires politiques.

89. Un grand nombre d'habitants de la région associent la mondialisation à l'intrusion de puissances étrangères dans leurs affaires économiques et politiques, laquelle intrusion sape leur souveraineté et encourage d'excessives dépenses

militaires. Certains pensent également que les intérêts occidentaux ne s'investissent pas suffisamment dans la démocratisation de la région par peur de la popularité de l'islam politique ou afin de maintenir le régime existant dans le secteur pétrolier. Ces sentiments sont exacerbés par la situation des Palestiniens et les nombreuses inquiétudes que suscite l'impact des médias occidentaux et des valeurs occidentales. Autre préoccupation largement répandue: les pertes d'emplois qui pourraient résulter de la libéralisation des échanges et des investissements et de la concurrence des pays en développement où les coûts de main-d'œuvre sont plus bas.

90. D'autres font valoir que la modernisation de l'économie par le biais de la mondialisation est le moyen d'acquérir plus de force et de mettre un terme à la dépendance vis-à-vis des puissances étrangères. Des enquêtes d'opinion font apparaître un soutien croissant à l'intégration régionale, à la fois entre les pays arabes et avec l'Europe. Cela pourrait permettre de profiter de certains des avantages de la mondialisation et de résister à la concurrence des producteurs asiatiques à faible coût.

Asie

91. Les dialogues organisés en Asie témoignent de la diversité de ce continent. La plupart des participants ont jugé que la mondialisation est un processus sélectif: bénéfique pour certains pays et certaines personnes mais pas pour d'autres. Le bénéfice le plus impressionnant réside dans la réduction de la pauvreté, associée à l'ouverture de la Chine et de l'Inde. Cependant, environ un milliard d'habitants de la région n'ont pratiquement tiré aucun avantage de la mondialisation. Le processus devrait donc être géré de manière à ce qu'il profite à plus de monde.

Des avantages pour certains mais pas pour tous

92. Les participants au dialogue organisé en Chine ont jugé que les possibilités offertes par la mondialisation et les avantages qui en découlent sont plus importants que les risques. La mondialisation a stimulé la croissance économique et la productivité industrielle et a aidé la Chine à s'attaquer au premier de ses problèmes, celui de l'emploi. Mais elle a également eu un impact négatif sur les moyens d'existence traditionnels dans l'agriculture, modifié le système traditionnel de sécurité sociale et augmenté les inégalités entre les régions ainsi qu'entre les villes et les campagnes. Certains investissements multinationaux accélèrent la dégradation de l'environnement et génèrent des pressions allant dans le sens d'une main-d'œuvre moins chère et plus flexible pour assurer la compétitivité. En tant que consommateurs, les Chinois se félicitent de pouvoir accéder à des biens et services bon marché et de qualité mais, en tant que travailleurs, ils souhaitent se voir offrir des emplois plus sûrs et de meilleure qualité.

93. En ce qui concerne l'Inde, le message est plus mitigé. Il y a eu des gagnants et des perdants. La vie des personnes instruites et des riches a été améliorée par la mondialisation. Le secteur des technologies de l'information compte parmi les principaux bénéficiaires. Mais les avantages ne se sont pas encore étendus à la majorité, et de nouveaux risques ont surgi pour les perdants: les groupes socialement déshérités et les ruraux pauvres. Un nombre important de pauvres qui avaient travaillé dur pour échapper à la pauvreté voient leur situation s'inverser. Les participants au dialogue ont déclaré craindre que la mondialisation n'érode des valeurs telles que la démocratie et la justice sociale. Le pouvoir passe des institutions locales élues à des entités transnationales qui n'ont pas à rendre de comptes. Les points de vue occidentaux, qui dominent dans les médias, ne coïncident pas avec les perspectives locales. Ils encouragent le consumérisme au cœur d'une extrême pauvreté et représentent une menace pour la diversité culturelle et linguistique.

94. Ailleurs, comme l'a fait ressortir le dialogue philippin, l'expérience de la mondialisation se résume souvent comme suit: «on parle beaucoup des marchés, mais ils sont en réalité peu accessibles, on parle beaucoup d'emplois, mais ils sont ailleurs et on parle beaucoup d'une vie meilleure, mais c'est pour les autres». Une des principales raisons en est l'absence d'une véritable égalité des chances, puisque les pays industrialisés protectionnistes déniaient aux autres le droit d'emprunter la voie qu'eux-mêmes ont suivie pour parvenir à la croissance. La capacité de la Chine d'attirer des investissements directs étrangers est également perçue comme une menace, bien que les participants au dialogue chinois aient rejeté l'idée que leur pays favorise un «nivellement par le bas». Au cours du dialogue organisé aux Philippines, des représentants des populations indigènes ont signalé qu'il y a de plus en plus de conflits entre leurs communautés et les entreprises minières à cause de la libéralisation des investissements dans ce secteur.

Volatilité économique

95. La volatilité économique des pays en cours de mondialisation a été une des questions principales du dialogue régional. Un participant thaïlandais a décrit l'inversion brutale des mouvements de capitaux pendant la crise asiatique comme une «punition disproportionnée, sans commune mesure avec les péchés commis». Des réformes des marchés de capitaux sont nécessaires mais un échelonnement prudent de la libéralisation s'impose et il faut assurer une protection sociale suffisante. Les participants japonais ont fait remarquer qu'une coopération régionale dans les domaines de la finance et du commerce pourrait augmenter la stabilité.

96. Un régime plus libéral est également nécessaire face à l'intensification des migrations internationales. La traite des femmes et des enfants constitue une des violations les plus méprisables des droits de l'homme et exige une action concertée.

Amérique latine et Caraïbes

97. Les dialogues organisés en Amérique latine se sont tenus alors que la région tout entière était en crise, les problèmes économiques de l'Argentine ayant des retombées sur ses voisins. Par conséquent, nombreux sont ceux qui se sont déclarés sceptiques quant aux avantages de l'accroissement du commerce et des interactions à l'échelle planétaire.

98. Dans l'ensemble, cependant, les dialogues révèlent une attitude plus nuancée. Il faut réformer la mondialisation en fonction des besoins des gens, mais il faut aussi que la région se réforme pour pouvoir tirer parti de la mondialisation. Les habitants et les sociétés de la région doivent être au centre des efforts visant à créer une mondialisation plus «humaine». Le dialogue organisé au Brésil a jugé que le nouvel agenda devrait donner la priorité à l'élimination de la famine, à l'éducation universelle et au travail décent pour contrebalancer les aspects commerciaux, financiers et technologiques qui ont eu le dessus jusqu'ici.

Le lien entre la mondialisation et la propagation de la démocratie

99. Il faut relever le défi de la mondialisation. Parmi ses aspects positifs, elle est associée à la propagation de la démocratie dans la région et elle a contribué à une meilleure prise de conscience publique de différentes questions – inégalité entre les sexes, droits de l'homme, développement durable. Le monde est petit depuis qu'il est «global», ce qui facilite grandement la fertilisation croisée et la circulation des idées. Comme l'ont fait remarquer les participants au dialogue chilien, cela contribue à l'apparition d'une nouvelle éthique mondiale basée sur des valeurs et principes universels partagés par tous les habitants de la planète. Le défi consiste maintenant à savoir comment concrétiser cette éthique naissante.

100. Nombreux sont ceux qui estiment que la mondialisation ne tient pas ses promesses, notamment en ce qui concerne le travail décent⁵. Comme l'a dit un dirigeant syndicaliste, «les travailleurs ont du mal à faire confiance au modèle actuel de mondialisation alors que, tous les jours, ils voient s'étendre l'économie informelle, diminuer la protection sociale et une culture autoritaire s'imposer sur le lieu de travail». Même dans un pays qui réussit, comme le Costa Rica, les participants au dialogue ont jugé que la majorité des citoyens, quel que soit leur niveau de revenu ou leur statut social, estiment que la mondialisation est plus lourde de menaces que riche de promesses. L'instabilité des marchés financiers mondiaux, en particulier, a eu dans de nombreux pays des conséquences sociales désastreuses qui sont à mettre au compte à la fois de politiques nationales inadaptées et de la mauvaise compréhension des conditions locales par le FMI et les banques étrangères. En Argentine et en Uruguay, les classes moyennes ont été particulièrement touchées.

101. Beaucoup d'appels ont été lancés en faveur d'un renouvellement du rôle de l'État. Comme l'a expliqué le Premier ministre de la Barbade à l'occasion du dialogue organisé pour les États des Caraïbes, «nous ne pouvons pas, pour un développement centré sur les personnes, nous en remettre au bon vouloir des forces du marché dont on connaît le caractère aléatoire. Au lieu de battre en retraite, l'État doit inventer de nouveaux partenariats, intelligents, avec le secteur privé et les institutions de la société civile». La même opinion a notamment été exprimée au cours du dialogue régional organisé à Lima. Il faudrait notamment rendre plus efficaces les services publics et veiller à une relation harmonieuse entre le secteur privé, créateur de richesses et d'emplois, et le secteur public, promoteur d'un environnement concurrentiel. Pour renforcer la compétitivité, il faudrait investir et valoriser le capital humain, et non pas baisser les salaires ou relever les tarifs protecteurs. Dans toute la région, il faudrait favoriser le développement des petites et moyennes entreprises et mettre un terme à l'expansion de l'économie informelle.

102. Le problème des migrations a pris de l'importance dans toute la région, depuis le Mexique – un travailleur sur cinq vit à l'étranger – jusqu'à l'Argentine, où un grand nombre de jeunes qualifiés gagnent des pays d'où leurs grands-parents avaient émigré en quête de prospérité.

103. L'intégration régionale, considérée comme un moyen d'atteindre des objectifs sociaux et politiques, suscite beaucoup d'espoir. Le MERCOSUR, notamment, pourrait être approfondi. Les Caraïbes disposent déjà d'institutions régionales couvrant de nombreux secteurs et qui ont besoin d'être renforcées. La solidarité régionale pourrait également représenter, pour la région dans son ensemble, un moyen de s'engager activement dans la construction de la mondialisation.

Réaffirmation
du rôle de l'Etat

⁵ D'après une enquête réalisée par Latino Barometro (Santiago du Chili) en 2002, plus de 40 pour cent des habitants de l'Amérique latine considèrent le chômage, l'instabilité du marché du travail ou les bas salaires comme leur problème le plus important. La même enquête montre que la majorité des personnes interrogées imputent ces problèmes à la politique économique du gouvernement, 22 pour cent à la mondialisation et 23 pour cent au FMI (calculs effectués à partir de l'enquête périodique Latino Barometro, voir www.latinobarometro.org).

Pays en transition d'Europe et d'Asie centrale

104. Les bouleversements sociaux douloureux liés à la fin du communisme dans l'ex-Union soviétique et en Europe orientale ne sont généralement pas mis sur le compte de la mondialisation en soi. Les participants aux dialogues ont déclaré se méfier des pièges que comporte la mondialisation, tout en n'étant guère disposés à revenir aux anciens systèmes fermés. Ils se sont aussi déclarés pleinement conscients des coûts du changement, notamment lorsqu'il n'existe pas de nouveaux filets de sécurité sociale pour remplacer ceux qui ont disparu.

105. Peu de pays ont su mieux que la Pologne tirer le meilleur parti des nouvelles possibilités offertes par la mondialisation. Son rapprochement progressif avec l'Union européenne est un bon exemple de la manière dont la coopération régionale peut conduire à une intégration fructueuse dans l'économie mondiale. Mais comme l'a fait remarquer le ministre des Finances polonais: «quel que soit notre degré de participation à la mondialisation, nous avons toujours la possibilité et l'obligation de mettre en œuvre une politique nationale de développement socio-économique». Le passé communiste de la Pologne lui a laissé un sens profond des obligations de l'Etat envers la société. Et malgré les nombreux avantages du changement les gens s'irritent de la persistance d'un taux de chômage élevé ainsi que des problèmes liés à la restructuration des industries anciennes et du vaste secteur agricole. A Lodz, le plus grand centre textile du pays, près de 100000 travailleurs, en majorité des femmes, ont perdu leur emploi à cause de la concurrence asiatique.

106. Le dialogue organisé en Russie a fait ressortir les avantages et les inconvénients de la mondialisation: parmi les avantages, l'augmentation des flux d'investissements, l'expansion des marchés à l'exportation et de nouvelles possibilités d'atteindre des taux de croissance plus élevés et un meilleur niveau de vie. De nombreux ajustements demeurent toutefois nécessaires et il importe de veiller à une juste répartition des coûts et des bénéfices de la réforme. Il faut réduire à un minimum le coût social de l'accession de la Russie à l'OMC et il est nécessaire d'améliorer et d'appliquer la législation du travail, de créer plus d'emplois et de réformer le système éducatif.

107. La culture nationale et la diversité doivent être protégées de la mondialisation. Une préoccupation particulière réside dans le non-respect des normes juridiques et normes du travail par les multinationales. Les migrations sont un autre problème sérieux, qu'il s'agisse de l'exode des travailleurs qualifiés qui ne trouvent pas dans leur pays des conditions satisfaisantes ou des migrations clandestines. Malgré ces préoccupations, les participants ont considéré que la participation à la mondialisation est inévitable, mais ont insisté sur la nécessité de la conduire d'une manière plus socialement responsable.

Europe occidentale et Amérique du Nord

108. L'intensification de la concurrence internationale induite par la libéralisation des échanges et des capitaux est tenue pour responsable de l'accentuation des disparités de revenus dans les pays industrialisés. Elle pèse particulièrement sur le travail peu qualifié dans les industries traditionnelles, les premières à être transférées dans des pays à plus faible coût. Cependant, l'exportation des emplois due à la mondialisation ne représente que l'une des nombreuses causes du chômage. Les participants au dialogue allemand se sont davantage inquiétés des effets de la

mobilité des capitaux sur la politique fiscale, la concurrence fiscale internationale imposant des limites sévères au financement de l'État-providence ⁶.

109. Les migrations sont une question critique dans toute l'Europe. Les gens y réagissent avec force, ce qui a souvent des conséquences politiques imprévisibles. Cependant, ce problème doit être abordé dans le contexte du vieillissement de la population européenne et de la cohésion sociale qui est au cœur du système social européen.

110. L'Europe est en train de construire un modèle social dont certains pensent qu'il pourrait, dans une certaine mesure, être repris ailleurs. Le dialogue finlandais a fourni un exemple de la manière dont des politiques économiques et sociales intégrées et une approche fondée sur le partenariat ont aidé à construire une société de l'information moderne et compétitive. La construction de l'Union européenne elle-même est une expression de ce modèle et, en même temps, une réponse aux pressions de la mondialisation. Bien qu'il s'agisse d'un processus unique dans l'histoire, il contient des éléments susceptibles d'inspirer une meilleure gestion, plus intégratrice, de l'économie mondiale.

Réaction aux pressions de la mondialisation sur la politique sociale

111. Les dialogues suggèrent que les Européens sont en principe attentifs aux plaintes formulées par de nombreux pays en développement à l'égard du schéma de la mondialisation. Il a été reconnu que les règles de la mondialisation sont fixées par le monde industrialisé et que, pour que la mondialisation profite à plus de personnes, il faut donner la parole beaucoup plus généreusement aux pays en développement. L'importance d'un accroissement de l'aide au développement des pays les plus pauvres est généralement admise. Les effets négatifs de la politique agricole commune (PAC) sur les pays en développement sont également reconnus par certains mais il est clair que des obstacles politiques s'opposent à la réforme.

112. On dispose d'une quantité énorme d'informations sur l'impact de la mondialisation tel qu'il est perçu aux États-Unis, les résultats révélant parfois quelques contradictions. Un certain nombre d'enquêtes récentes de grande envergure font état d'attitudes éminemment positives vis-à-vis de la mondialisation, accompagnées de préoccupations concernant l'emploi. Une étude universitaire récente ⁷ montre qu'un groupe important d'électeurs américains est hostile à une plus grande exposition à la mondialisation. Selon cette étude, la perception de la mondialisation est d'autant plus positive que le niveau d'instruction et de compétence est élevé.

113. Quelques consultations plus ciblées ont également eu lieu aux États-Unis pendant les travaux de la commission. Pour les personnes consultées, un changement radical a indubitablement bouleversé l'économie mondiale au cours des vingt dernières années. La mondialisation pousse les entreprises à être plus compétitives, ce qui pèse sur les salaires et entraîne des fusions. Certains emplois ont été transférés vers d'autres pays mais, d'une manière générale, le processus aboutit à davantage de richesses et de bien-être. Les États-Unis sont considérés comme le moteur principal de la mondialisation, ce qui est jugé positif. Il n'empêche qu'il existe des effets défavorables, au nombre desquels sont cités l'impact sur l'environnement et la marginalisation des pays d'Afrique et du Moyen-Orient qui ne peuvent pas ou ne veulent pas participer.

⁶ Le rapport de la Commission flamande sur la dimension sociale de la mondialisation fait état de préoccupations similaires; voir www.ilo.org/wcsdg/consulta/flemish/index.htm.

⁷ Kenneth F. Scheve, et Matthew J. Slaughter: *Globalization and the perceptions of American workers* (Washington, DC, Institute for International Economics, mars 2001).

Nécessité
d'une meilleure
gouvernance à
tous les niveaux

114. Les réponses à la question de savoir si la mondialisation va se poursuivre ou être entravée par la montée du nationalisme sont partagées. Les organisations internationales, officielles ou non, doivent aider à guider le processus. Le FMI, l'ONU, la Banque mondiale, l'OMC, l'OIT et d'autres institutions spécialisées ont été cités, ainsi que les entreprises, les syndicats, les églises et les ONG. Une meilleure gouvernance est également nécessaire à tous les niveaux.

Monde des affaires, monde du travail et société civile

115. Au cours des dialogues menés par la commission avec le monde des affaires, les participants ont déclaré qu'ils ne se considéraient pas comme les moteurs de la mondialisation. Selon eux, les entreprises ne créent pas la mondialisation: elles réagissent à cette dernière. Pour certaines, la tâche est particulièrement difficile. Les entreprises des pays pauvres et les petites entreprises du monde entier ont des difficultés à faire face à la concurrence mondiale sans soutien public. Pour les grandes entreprises, «la clé de l'efficacité» dans l'environnement mondial «réside dans la gestion de la diversité» des marchés, des fournisseurs et de la main-d'œuvre.

116. Les dirigeants d'entreprise ont également rejeté l'idée selon laquelle ils imposent un seul et même modèle à toutes leurs activités dans le monde: «plus nous nous mondialisons, plus nous agissons au plan local», a expliqué un participant. Les entreprises peuvent même agir comme une voie de communication à double sens, transférant les nouvelles technologies vers le Sud, d'une part, et rapportant chez elles la conscience des problèmes et soucis des pays en développement, d'autre part.

117. Une question essentielle pour la dimension sociale de la mondialisation consiste à parvenir à une meilleure diffusion des IDE. Cela implique la création d'environnements stables, exempts de corruption, qui encouragent les entreprises à s'engager à long terme.

Des règles
prévisibles
et un cadre fondé
sur des valeurs
approuvées

118. Pour que les marchés fonctionnent bien, il faut des règles prévisibles et un cadre fondé sur des valeurs reconnues. Il incombe aux gouvernements d'assurer le respect des règles ayant fait l'objet d'un accord. Mais il n'est pas souhaitable de réglementer à l'excès quand les marchés peuvent corriger automatiquement de nombreuses perturbations. «Nous avons besoin de plus de dialogue et d'un changement des comportements, pas de règles et réglementations supplémentaires.» L'accent a été mis sur l'importance du respect des valeurs. Les entreprises citoyennes accordent beaucoup d'importance à leur responsabilité sociale. Une bonne citoyenneté d'entreprise est de plus en plus importante pour le développement des entreprises.

119. Le dialogue de la commission avec le Forum économique mondial de Davos a cependant révélé que la confiance a été entamée par différents scandales qui ont éclaboussé le monde des affaires. Un reflux de la mondialisation par contrecoup aurait des conséquences néfastes. Les participants ont jugé qu'un dialogue avec le Forum social mondial pourrait être bénéfique pour les deux parties.

120. Les participants au dialogue de la commission avec les syndicats ont jugé que la base économique des pays en développement est peu à peu érodée par les politiques des pays industrialisés, des institutions financières internationales et de l'OMC. Ils se sont déclarés inquiets que l'on continue d'insister sur la privatisation de services publics tels que l'eau, l'électricité ou les services de santé, qui exacerbe la pauvreté. Ils ont déploré que l'exploitation des travailleuses dans les zones franches d'exportation (ZFE) ait augmenté de manière spectaculaire et ont notamment dénoncé les bas salaires, l'intimidation des travailleuses qui cherchent à s'organiser, la violence et le harcèlement sexuel.

121. Il est particulièrement important de garantir les droits des travailleurs et les normes du travail dans l'économie mondiale. Les dirigeants syndicaux pensent que l'OIT peut jouer un rôle prépondérant dans le cadre d'une coopération accrue avec les autres organisations internationales, dont les institutions financières internationales et l'OMC, et avec les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs.

Il faut protéger les droits des travailleurs et les normes du travail

122. Les dirigeants syndicaux des pays industrialisés soutiennent que le mécontentement face à la gouvernance d'entreprise a atteint un niveau critique. Selon eux, «il est temps de sauver les entreprises d'elles-mêmes». La déréglementation et l'importance accordée à la valeur actionnariale sont allées trop loin. L'exacerbation de la concurrence mondiale conduit les employeurs à «se jouer des pratiques de travail», en remplaçant par exemple les emplois décents par du travail informel, intermittent, à la tâche, sans aucune sécurité. La mise en avant de la responsabilité sociale volontaire des entreprises n'est souvent qu'une «tentative de réparation par les relations publiques» sans effet réel sur les activités principales des entreprises.

123. Selon les participants, nous avons besoin d'un système mondial de relations professionnelles incluant des comités d'entreprise mondiaux, des bilans sociaux des entreprises et des mécanismes pour contrôler et vérifier l'application des codes de conduite adoptés par les multinationales.

124. Les groupes de la société civile s'inquiètent eux aussi de la mainmise des sociétés et des intérêts financiers sur la mondialisation, et du manque de transparence. Ils ont dénoncé l'effet négatif des industries extractives sur les populations indigènes, les communautés et les environnements locaux ainsi que l'impact des règles internationales adoptées pour les droits de propriété intellectuelle, qui laissent le champ libre à la privatisation des savoirs indigènes. Nombreux aussi ceux qui ont dénoncé l'augmentation de l'influence politique des entreprises, y compris par une concentration marquée des médias aux mains du secteur privé.

125. Ces remarques font partie d'une critique plus large du modèle économique imposé aux pays, notamment par le biais des conditions exigées par les institutions financières internationales. C'est évident à l'OMC, qui encourage un paradigme de concurrence dans lequel le faible doit entrer en compétition avec le fort. Cette attitude amène à négliger les objectifs sociaux et environnementaux, aboutissant ainsi à un modèle de croissance non durable qui coûte très cher aux populations et aux communautés. Selon un des participants, il s'agit d'un «système profondément contraire à la démocratie destiné à nous priver de tout pouvoir».

Critique du modèle économique

126. Les organisations de la société civile ont des intérêts divers, leurs actions, ainsi que la force et l'objet de leur colère diffèrent, mais il en est peu pour rejeter l'idée d'une plus grande interconnectivité du monde. Pour un grand nombre d'entre elles, l'objectif consiste plutôt à changer les principes sur lesquels fonctionne l'économie mondiale. Le slogan du Forum social mondial est «un autre monde est possible».

127. De nombreuses organisations de la société civile insistent beaucoup sur les droits de l'homme et le respect de valeurs telles que l'équité, la solidarité et l'égalité des sexes. Elles voient dans le fossé qui existe entre la rhétorique et le comportement de nombreux acteurs mondiaux une profonde duplicité des normes. Parmi les mesures qu'elles proposent, l'une consiste à soumettre toutes les politiques des organisations internationales à un examen préalable de leur compatibilité avec les droits de l'homme universels. Une autre demande largement répandue est celle d'une solution globale à la crise de la dette, de préférence en annulant tout simplement celle-ci.

L'accent est mis sur les droits de l'homme et le respect des valeurs

128. La non-exécution des engagements pris par les Etats membres lors des forums des Nations Unies au cours des dernières décennies est source de frustrations. Certains pensent que des efforts systématiques ont été faits pour écarter les Nations Unies des questions de justice économique, de paix et de développement et demandent à ce qu'elles puissent exercer plus d'autorité sur les politiques économiques internationales et autres. Ils insistent sur leur inquiétude face à l'apparent affaiblissement des solutions multilatérales et approches multilatérales aux problèmes de la mondialisation. Cette inquiétude a été exprimée dans un grand nombre d'autres dialogues.

129. Beaucoup s'accordent à dire qu'une partie essentielle de la solution consiste à donner le droit de s'exprimer à ceux qui n'ont pas voix au chapitre. Un cadre démocratique plus large et plus participatif est nécessaire à tous les niveaux: local, national, mondial. Les femmes sont encore sous-représentées dans la plupart des organes de décision. Un grand nombre d'organisations de la société civile estiment que les politiques publiques et les systèmes économiques doivent refléter les besoins locaux et les décisions locales. En même temps, il faut plus de démocratie dans le fonctionnement du système multilatéral, notamment dans les organisations de Bretton Woods et à l'OMC.

* * *

130. Dans l'ensemble, les dialogues et consultations organisés dans différentes régions ont été pour nous très encourageants. Les points de vue diffèrent, mais il se dégage une idée commune selon laquelle la mondialisation peut et doit servir les besoins et aspirations des personnes et des communautés partout dans le monde. Pour y parvenir, il est urgent de prendre des mesures correctives aux niveaux local, national et international. Comme l'a dit un participant, «nous nous trouvons dans une situation dramatique d'équilibre entre le meilleur et le pire de ce qui pourrait arriver au cours des prochaines décennies». Les dialogues ont fait ressortir que nous partageons, en tant que communauté mondiale, un sort commun et nous ont rappelé que ce sort est entre nos mains.

II.2 La mondialisation: nature et impact

Introduction

Caractéristiques principales de la mondialisation

Le contexte institutionnel

L'impact de la mondialisation

Introduction

131. La mondialisation est un phénomène complexe aux multiples retombées. Il n'est donc pas surprenant que le terme ait acquis de nombreuses connotations émotionnelles et que la mondialisation soit devenue un sujet de polémique dans le discours politique actuel. A un extrême, elle est considérée comme une force irrésistible et bienfaisante qui apportera la prospérité économique à tous les habitants de la planète. A l'autre extrême, on voit en elle la source de tous les maux contemporains⁸.

132. Néanmoins, on s'accorde largement à reconnaître dans la libéralisation du commerce international, l'expansion des IDE et l'émergence de mouvements financiers transfrontières massifs les principales caractéristiques de la mondialisation. Ces évolutions ont entraîné une exacerbation de la concurrence sur les marchés mondiaux. De même, on admet généralement que le phénomène s'est produit sous l'effet combiné de deux facteurs, à savoir les politiques visant à réduire les barrières nationales aux transactions économiques internationales et l'impact des nouvelles technologies, notamment dans la sphère de l'information et des communications. Ces développements ont créé les conditions qui ont permis à la mondialisation de démarrer.

133. L'impact des nouvelles technologies confère un caractère distinctif au processus actuel de mondialisation, comparé à des épisodes similaires du passé. Les barrières naturelles du temps et de l'espace ont été considérablement réduites. Le coût de la circulation des informations, des personnes, des biens et des capitaux tout autour de la planète a baissé de manière spectaculaire, et la communication mondiale, bon marché et instantanée, coûte de moins en moins cher et va de plus en plus vite. Tous ces facteurs ont augmenté la faisabilité des transactions économiques dans le

Principales caractéristiques de la mondialisation et conditions qui l'ont permise

⁸ Le terme «mondialisation» est devenu courant dans les années quatre-vingt-dix. Le rapport final de la Commission d'étude du Bundestag sur la mondialisation de l'économie (14^e législature, juin 2002) indique que le nombre de fois où ce terme est apparu dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* est passé de 34 en 1993 à 1 136 en 2001.

Marchandises, entreprises et capitaux traversent sans trop de problèmes les frontières – pas les personnes

monde entier. Les marchés peuvent désormais atteindre une envergure mondiale et englober une gamme croissante de biens et de services.

134. Un autre caractère distinctif de l'actuel processus de mondialisation tient au fait qu'un élément en est visiblement absent. Contrairement aux épisodes précédents de la mondialisation, qui s'étaient caractérisés par des mouvements transfrontières massifs de personnes, le processus actuel exclut en grande partie ce phénomène. Les biens, les entreprises et l'argent passent et repassent les frontières sans grande entrave, mais pas les personnes.

135. Dans cette section, nous décrirons les traits saillants de l'évolution de la mondialisation et le cadre institutionnel émergent qui la régit et nous évaluerons son impact sur les pays et les personnes.

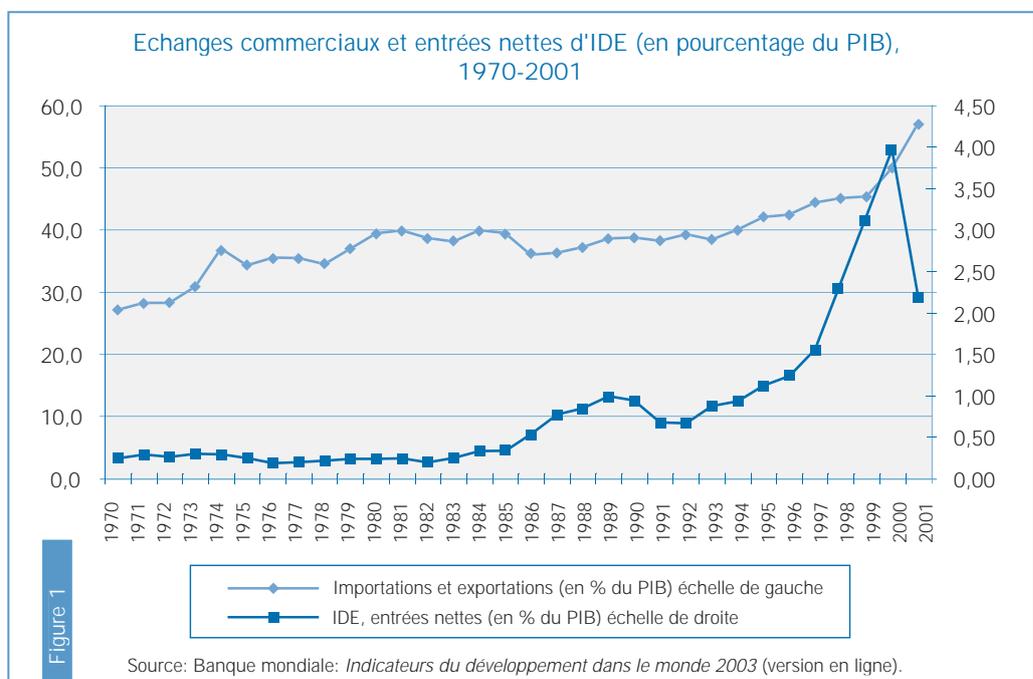
Caractéristiques principales de la mondialisation

136. Les tendances fondamentales concernant les échanges mondiaux, les IDE, les flux financiers et la technologie sont illustrées dans les figures 1 à 9.

Commerce

137. Le commerce mondial a enregistré une croissance rapide au cours des deux dernières décennies. Depuis 1986, il ne cesse d'augmenter nettement plus vite que le produit intérieur brut (PIB) mondial (voir figure 1). Dans les années soixante-dix, la libéralisation des échanges dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a été modeste et progressive et a surtout concerné les pays industrialisés bien plus que les pays en développement. Au début des années quatre-vingt, elle s'est accélérée, notamment dans les pays en développement (voir figure 2).

138. Cette augmentation des échanges n'a pas profité à tous les pays de façon uniforme, les pays industrialisés et un groupe de 12 pays en développement en ayant été les principaux bénéficiaires. La majorité des pays en développement n'ont enregistré aucune augmentation significative des échanges (voir figure 3). La plupart



Taux tarifaires moyens non pondérés, par région, 1980-1998 (pourcentages)

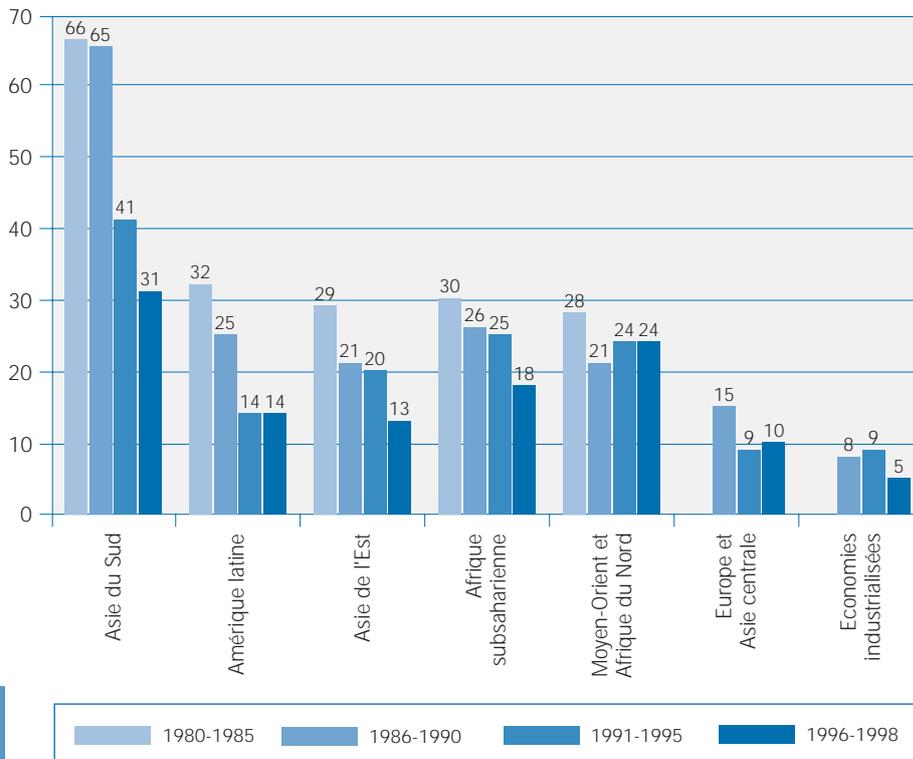


Figure 2

Source: Banque mondiale: *Perspectives économiques mondiales 2001*.

Distribution des exportations de produits manufacturés des pays en développement dans les années quatre-vingt-dix (pourcentages)

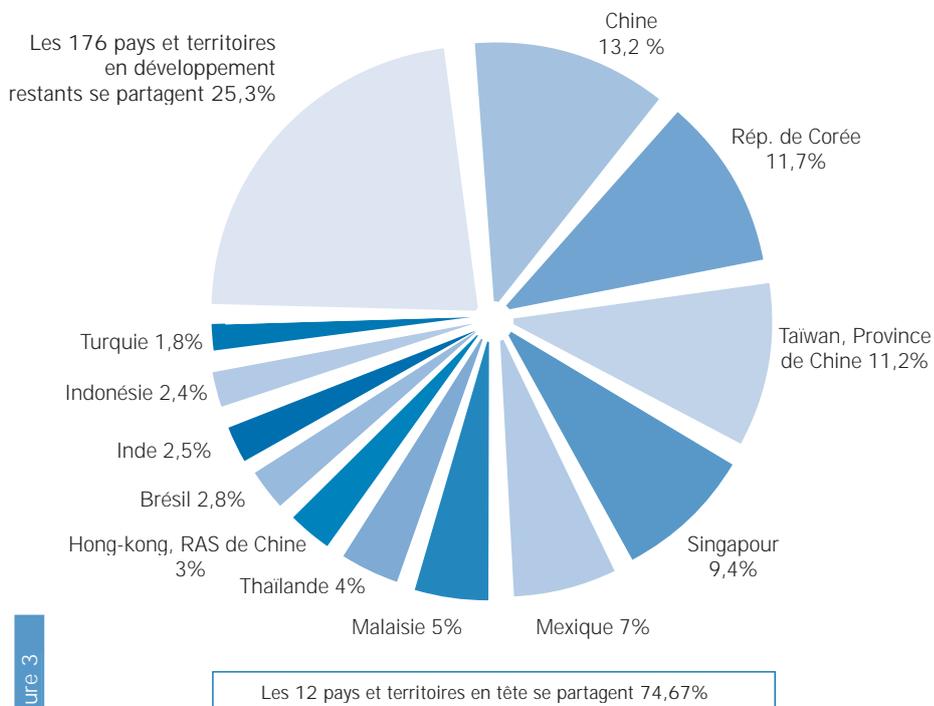


Figure 3

Source: CNUCED: *Manuel de statistiques 2002* (CD-ROM).

des pays les moins avancés (PMA), un groupe dans lequel on retrouve la majorité des pays de l'Afrique subsaharienne, ont vu diminuer leur part sur les marchés mondiaux bien que beaucoup d'entre eux aient mis en œuvre des mesures de libéralisation des échanges.

Investissements directs étrangers (IDE)

139. Au début des années quatre-vingt, les IDE se sont accélérés, à la fois en valeur absolue et en pourcentage du PIB (voir figures 1 et 4). Depuis 1980, l'environnement mondial est beaucoup plus favorable à la croissance des IDE. En 2000, plus de 100 pays avaient adopté des mesures de libéralisation significatives dans ce domaine (voir figure 5). Peu nombreux en effet sont les pays qui ne cherchent pas activement à attirer ces investissements. Toutefois, les espoirs ont souvent été déçus. Malgré la croissance rapide des mouvements d'IDE vers les pays en développement, les investissements restent fortement concentrés dans une dizaine de ces pays (voir figure 6).

140. Ces investissements ont non seulement augmenté en volume, mais également changé de nature. La révolution survenue dans les technologies de l'information et des communications (TIC), associée à la diminution des coûts du transport, a contribué, sur le plan à la fois technique et économique, à l'accroissement d'une production de produits et de services largement déployée et basée dans plusieurs pays. Les processus de production peuvent être dissociés et répartis à travers le globe, ce qui permet de tirer profit des différences de coûts, des facteurs disponibles et des conditions les plus favorables aux investissements. Il est aujourd'hui facile de faire circuler des composants et des pièces détachées d'un bout à l'autre de la planète et de les assembler à volonté. La révolution des communications a créé les outils nécessaires à la coordination et au contrôle de ces systèmes de production dispersés.

Flux financiers

L'intégration rapide des marchés financiers

141. L'intégration rapide des marchés financiers au cours des vingt dernières années représente l'aspect le plus spectaculaire de la mondialisation. Le système de Bretton Woods créé après la seconde guerre mondiale était fondé sur des comptes des mouvements de capitaux fermés et des taux de change fixes. Alors que la libéralisation graduelle du commerce et des IDE démarrait, la mondialisation financière ne figurait pas encore à l'ordre du jour. Les marchés financiers nationaux demeuraient séparés.

142. C'est en 1973 qu'intervinrent les premiers changements, avec la rupture du système de Bretton Woods. Toutefois, celle-ci n'entraîna pas aussitôt une course effrénée à la libéralisation des mouvements de capitaux. Le phénomène ne débuta dans les pays industrialisés qu'au début des années quatre-vingt, avec une augmentation subséquente des mouvements de capitaux entre ces pays.

143. Comme cela a été rappelé, «le système monétaire mondial a été soumis d'un seul coup à trois révolutions: la déréglementation, l'internationalisation et l'innovation»⁹. La libéralisation financière a créé un environnement propice à une mobilité accrue des capitaux. Toutefois, l'augmentation des mouvements de capitaux a aussi été fortement stimulée par la révolution des technologies de l'information et

⁹ Philip Turner: «Capital flows in the 1980s: A survey of major trends», *BIS Economic Papers* (Bâle, Banque des règlements internationaux), n° 30, avril 1991.

Entrées d'investissements directs étrangers, pays en développement, 1985-2002 (en milliards de dollars)

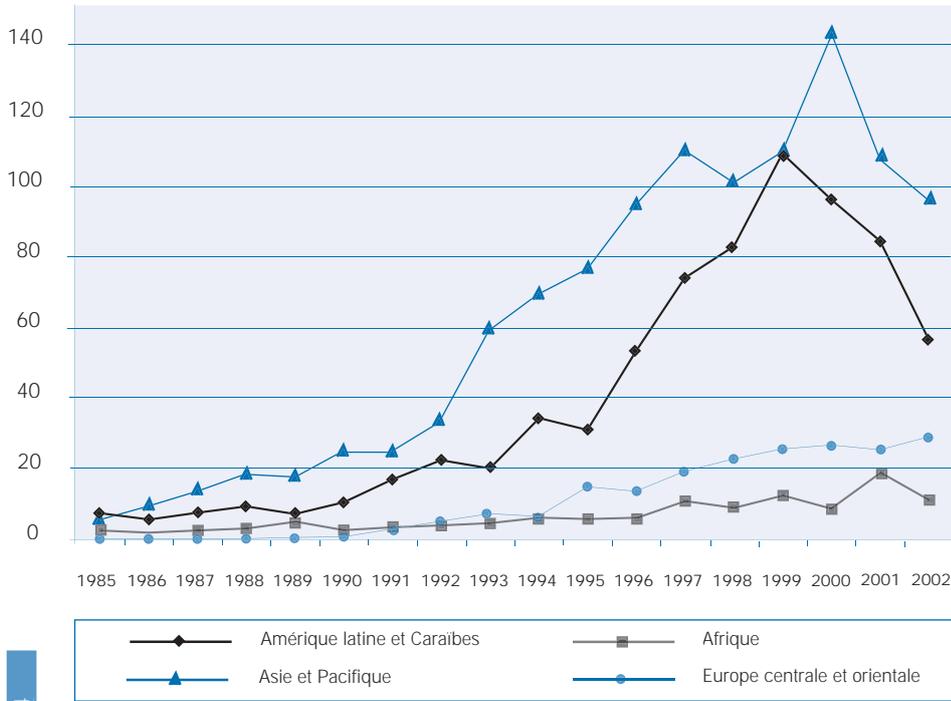


Figure 4

Sources: CNUCED: *Manuel de statistiques 2002* (CD-ROM) et *Rapport sur l'investissement dans le monde 2003*.

Modifications apportées aux régimes nationaux d'investissement, 1991-2000

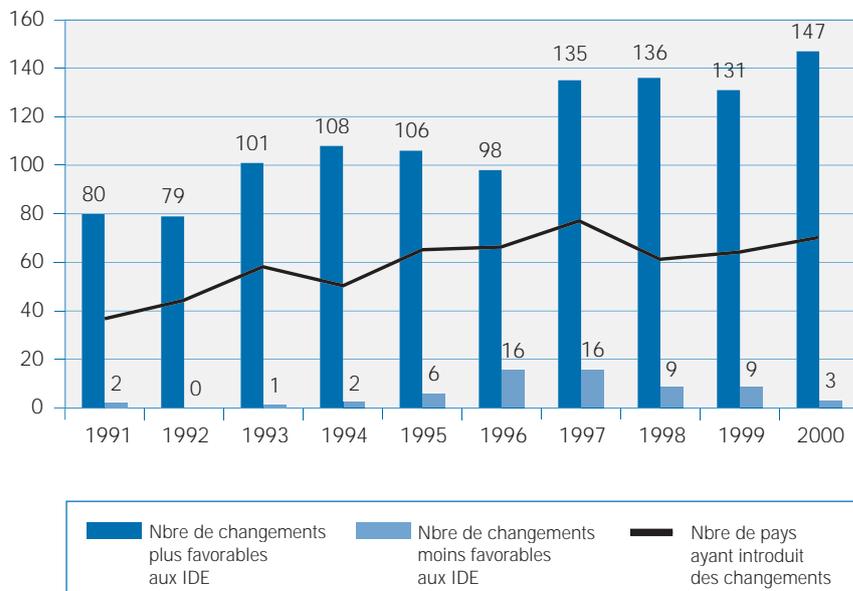
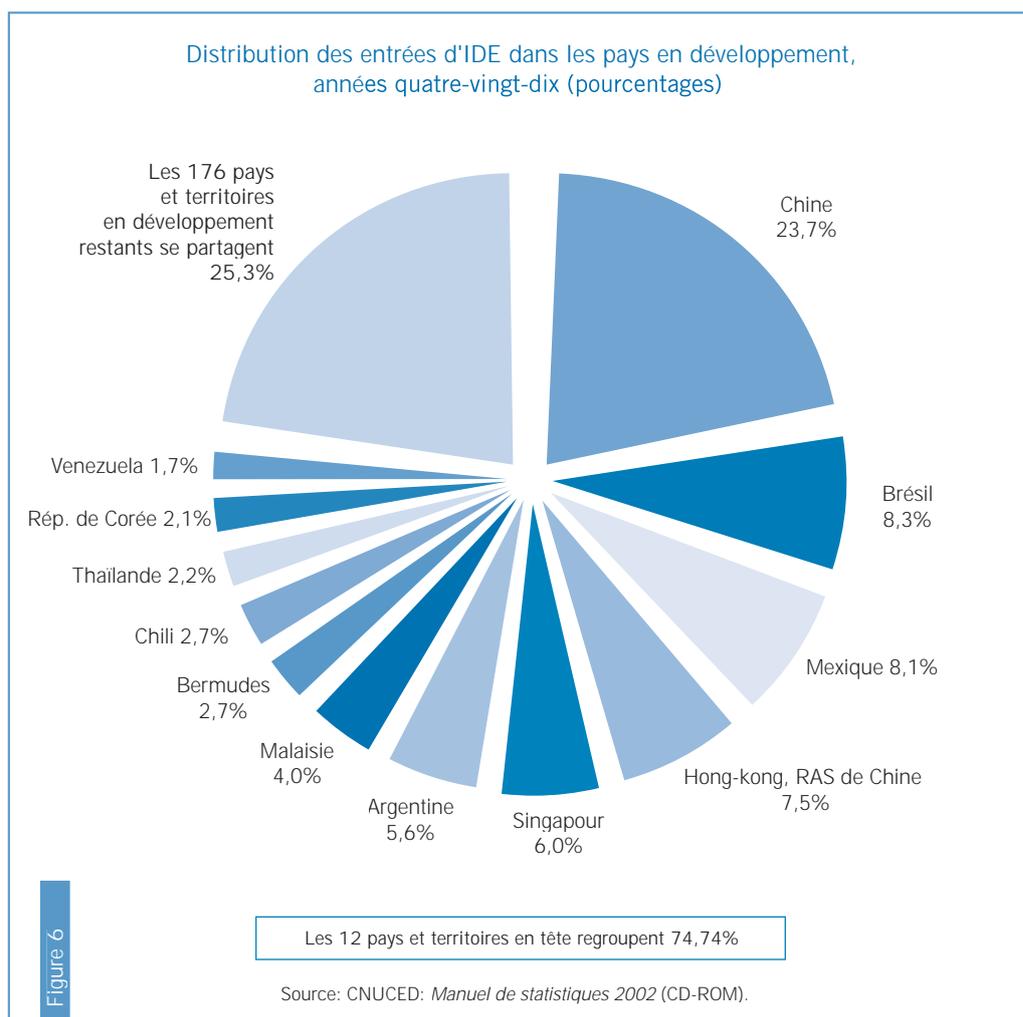


Figure 5

Source: CNUCED: *Rapport sur l'investissement dans le monde 2001*.



des communications qui a permis d'acquérir une meilleure connaissance des marchés étrangers, de suivre de plus près leur évolution, de développer des transactions financières sur toute la planète, 24 heures sur 24, et de faire émerger de nouveaux instruments financiers, notamment les produits dérivés.

Les marchés émergents ont surtout profité de la croissance des investissements Nord-Sud

144. Depuis la fin des années quatre-vingt, on observe une tendance mondiale à la libéralisation financière. Cela va de mesures relativement simples, telles que l'unification des taux de change ou la suppression du contrôle du crédit sur le marché intérieur, à la libéralisation totale du secteur financier, y compris l'ouverture des opérations en capital. Dans le monde en développement, ce dernier type de réforme s'est d'abord limité à un groupe de pays à revenu intermédiaire dotés d'un éventail relativement large d'institutions d'intermédiation financière, avec des marchés, des obligations et des actions. Ce sont essentiellement ces marchés émergents qui ont été concernés par la croissance explosive des flux financiers privés du Nord vers le Sud.

145. Ces flux se composaient de divers éléments: investissements réalisés sur les marchés boursiers de ces pays par des fonds de placement (notamment des fonds de pension), prêts bancaires aux entreprises, opérations de spéculation à court terme, notamment sur le marché des devises. Les prêts consentis par l'intermédiaire du marché obligataire international ont également augmenté dans les années quatre-vingt-dix dans le sillage de la mondialisation financière (voir figure 7).

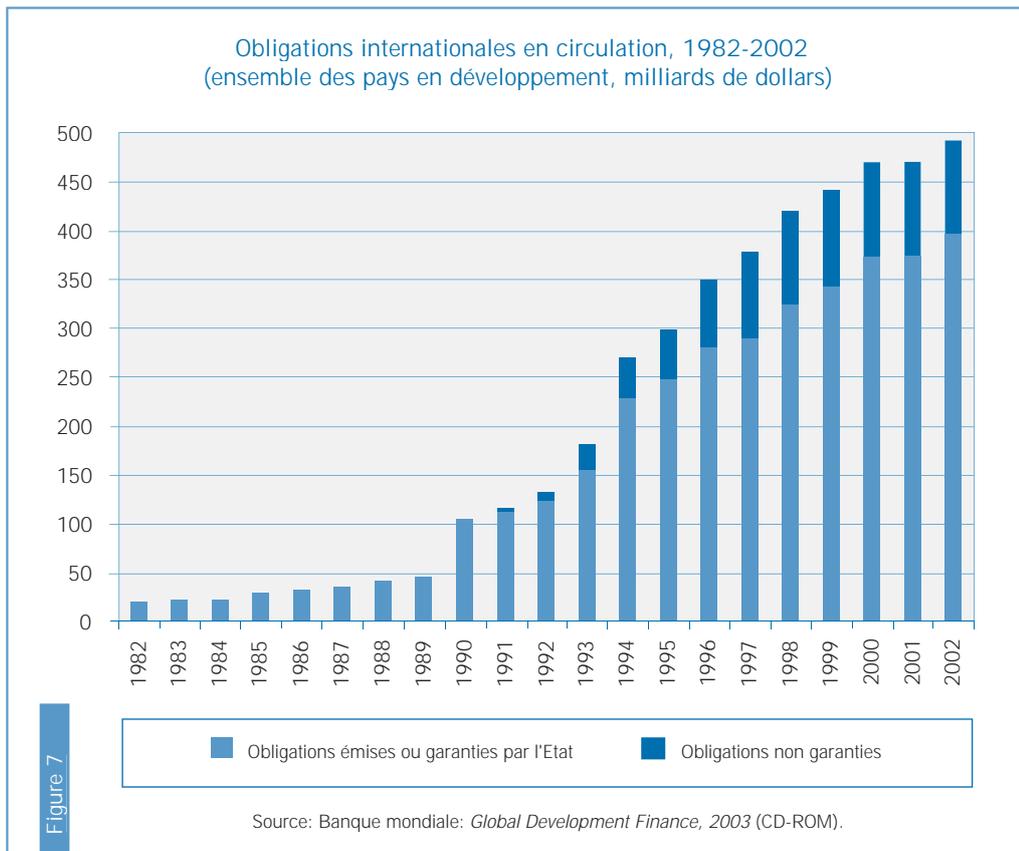


Figure 7

Technologie

146. Les pays industrialisés ont été à l'origine de la révolution technologique qui a facilité la mondialisation, mais cette révolution s'est également répercutée sur le reste de l'économie mondiale. Dans une certaine mesure, les nouvelles technologies ont modifié les avantages comparatifs internationaux en faisant du savoir un facteur de production important. Les industries exigeant un haut degré de connaissances et utilisant des technologies de pointe sont le secteur qui connaît la plus forte croissance et, pour réussir leur développement économique, les pays doivent se donner les moyens de pénétrer ce secteur et d'y être compétitifs, ce qui suppose qu'ils accroissent leurs investissements dans l'éducation, la formation et la diffusion du savoir.

147. La diffusion de ces nouvelles technologies a aussi eu des effets plus directs dans les pays en développement, principalement mais pas exclusivement, par le biais des activités des multinationales. Toutefois, comme dans le cas des échanges commerciaux et des IDE, il existe de graves déséquilibres Nord-Sud sur le plan de l'accès au savoir et à la technologie. Pratiquement toutes les nouvelles technologies voient le jour dans le Nord, où se concentre la majeure partie des activités de recherche et développement. C'est une source importante de pouvoir pour les multinationales sur les marchés mondiaux et cela accroît leur poids dans leurs négociations avec les gouvernements des pays en développement.

Graves déséquilibres Nord-Sud concernant l'accès au savoir et à la technologie

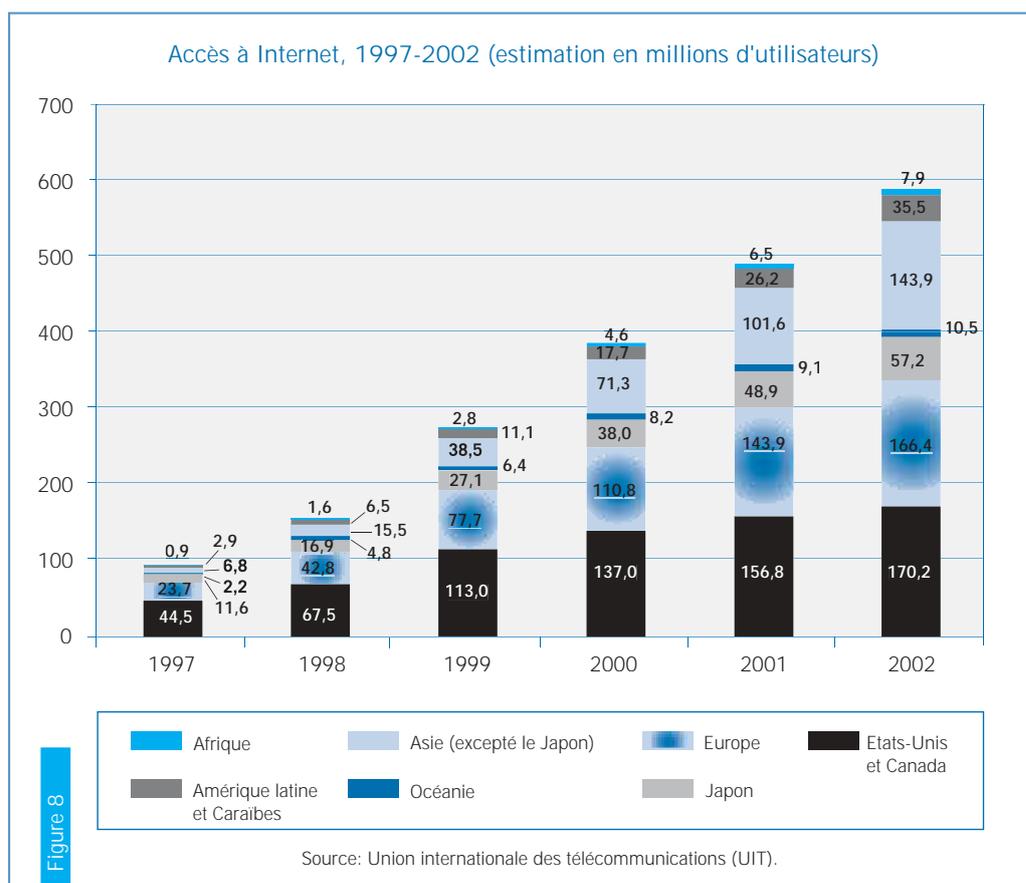
148. Les effets des nouvelles technologies se sont également fait sentir bien au-delà de la sphère économique, aussi étendue soit-elle aujourd'hui. Ces mêmes technologies qui ont permis une mondialisation économique rapide ont aussi été exploitées d'une manière plus générale par les gouvernements, la société civile et les

individus. A mesure que se répandait l'usage d'Internet, de la messagerie électronique, des services de téléphonie internationale bon marché, du téléphone mobile et de la conférence électronique, les interconnexions se sont multipliées dans le monde (voir figures 8 et 9). Un stock d'informations immense et rapidement croissant, couvrant des sujets qui vont de la science à des futilités, est désormais accessible depuis n'importe quel endroit de la planète connecté à Internet. Ces informations peuvent être transmises et faire l'objet de discussions tout aussi facilement. Dans le même temps, la télévision par satellite et la presse électronique ont créé un véritable quatrième pouvoir mondial.

Interdépendances

149. Les changements intervenus dans le commerce, les IDE, les flux financiers et la diffusion des technologies forment de plus en plus un tout. Ils ont un dénominateur commun, à savoir qu'ils ont tous vu le jour sur fond d'ouverture économique et d'une influence de plus en plus grande des forces du marché mondial. Il s'agit d'un changement profond, qui affecte le rôle de l'Etat et le comportement des agents économiques.

150. Les échanges commerciaux et les IDE sont plus étroitement imbriqués maintenant que le système de production mondiale façonne de plus en plus la structure des échanges, en particulier par la croissance rapide des échanges entre entreprises d'un même groupe. On estime aujourd'hui que les multinationales assurent les deux tiers du commerce mondial et que le commerce entre les multinationales et leurs filiales représente le tiers environ des exportations mondiales. Dans le même temps, le commerce des composants et biens intermédiaires a augmenté. Les chan-



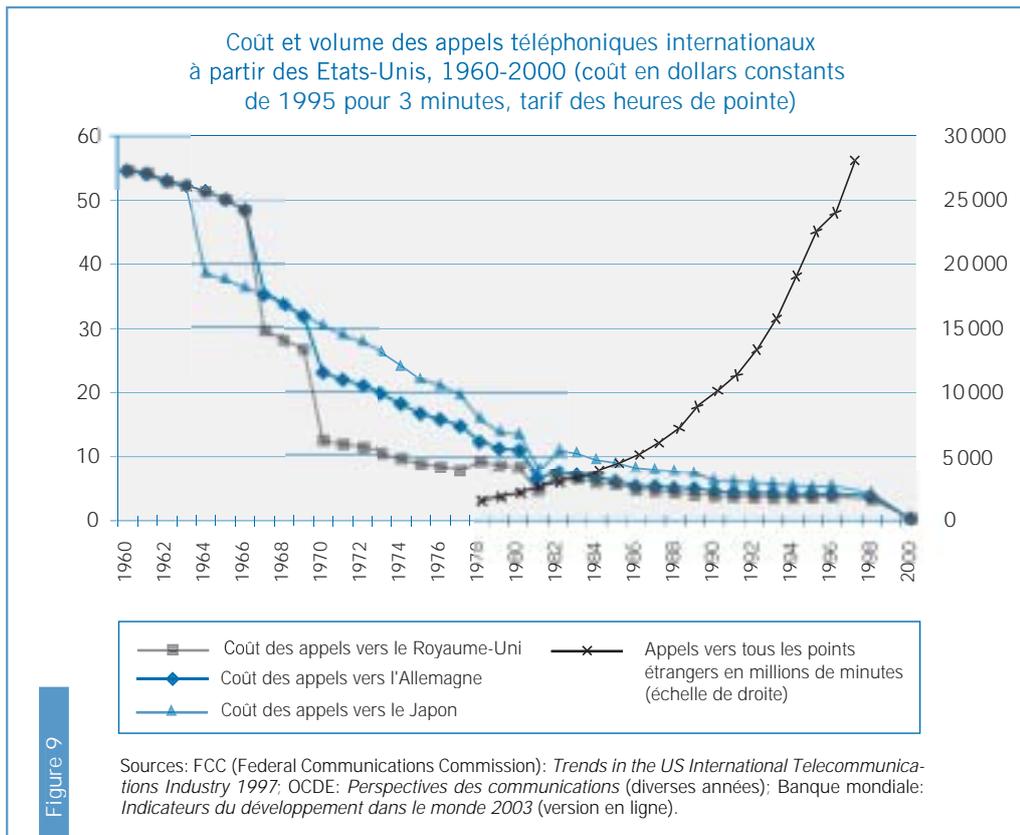


Figure 9

gements qualitatifs intervenus dans la structure du commerce mondial – l’augmentation du commerce des composants et biens de production intermédiaires – sont peut-être aussi importants que l’augmentation quantitative des échanges. Parallèlement, les placements de portefeuille et autres flux financiers sont devenus un déterminant de plus en plus important de l’environnement macroéconomique, qui façonne la structure des échanges et des investissements dans l’économie réelle. De même, la diffusion des nouvelles technologies a eu d’importants effets sur l’avantage comparatif, la compétitivité des entreprises, la demande de main-d’œuvre, l’organisation du travail et la nature du contrat de travail.

Evolution des politiques

151. Un des facteurs sous-jacents à l’accélération de la mondialisation a été un changement de la pensée économique, qui a commencé à se faire sentir dans les années quatre-vingt. Tandis que les pays industrialisés faisaient l’expérience de la stagflation, un nombre important de pays en développement, du fait de la crise de la dette, connaissaient une régression économique. Cela a suscité une réflexion sur les modèles économiques prédominants aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Dans les pays en développement, la réflexion a notamment porté sur la politique de substitution des importations, qui commençait à s’essouffler. A l’inverse, les politiques d’industrialisation axées sur l’exportation adoptées par les nouvelles économies industrialisées (NEI) d’Asie de l’Est rencontraient un succès manifeste.

152. Les prêts d’ajustement structurel prévus par les institutions de Bretton Woods au lendemain de la crise déclenchée par la dette au début des années quatre-vingt, et auxquels les pays en développement endettés ont largement eu recours, ont joué

Impact des prêts d’ajustement structurel

un rôle déterminant dans la redéfinition des stratégies commerciales et d'industrialisation. La plus importante des conditions attachées à ces prêts était la libéralisation du commerce et des IDE, conformément à l'influence croissante des doctrines économiques de l'époque en faveur du marché. Dans le cadre de ces programmes d'ajustement structurel, la libéralisation des échanges et des investissements a beaucoup progressé dans les pays en développement.

153. Nous l'avons vu, nombreux sont les syndicats et organisations de la société civile, ralliés par certains analystes et gouvernements de pays en développement, qui considèrent que les institutions financières internationales ont imposé des conditions abusives aux pays en développement. De leur point de vue, cette politique a été néfaste à la fois parce qu'elle a enfermé ces pays dans une camisole de force tissée de politiques néolibérales inadaptées et parce que son coût social a été très lourd.

154. La progression des doctrines économiques favorables au marché au cours des vingt dernières années a joué un rôle essentiel dans la mise en place des fondations qui allaient permettre l'émergence de la mondialisation. L'effondrement du communisme en Europe en 1989-90 a marqué un tournant. D'un coup, il ajoutait à l'économie de marché libre 30 pays supplémentaires, comptant quelque 400 millions d'habitants.

La mondialisation
du marché libre
a été favorisée
par la croissance
spectaculaire
d'Internet

155. Pour certains analystes, la fin du monde bipolaire signifiait également la disparition de toute alternative systémique à l'économie de marché, disparition qui, selon eux, a été à l'origine de l'essor de la mondialisation du marché libre en 1990. Par coïncidence, c'est à cette époque également qu'Internet a connu une croissance fulgurante, un hasard technologique qui allait stimuler le processus.

Le contexte institutionnel

Le système commercial multilatéral

156. Dans le même temps, le contexte institutionnel des relations économiques internationales a commencé à changer. Un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales a été lancé en 1986, plantant le décor pour la transformation du GATT, qui est devenu l'OMC en 1995. Un changement majeur a été l'élargissement de l'ordre du jour des négociations commerciales bien au-delà de la mission du GATT qui consistait à réduire les tarifs douaniers et autres barrières directes au commerce. Des questions telles que les services, les droits de propriété intellectuelle, les mesures concernant les investissements et la politique de la concurrence (les problèmes qui se posent «une fois la frontière franchie»), que l'on n'avait pas considérées jusqu'alors comme relevant du commerce, étaient désormais censées appartenir à la sphère des négociations commerciales.

157. La raison invoquée était que cela constituait également des entraves à la libre circulation des biens et des services à travers les frontières. L'harmonisation des politiques nationales dans ces domaines était considérée comme essentielle pour accentuer la libéralisation du commerce mondial. Cette même logique pouvait également s'appliquer à un certain nombre d'autres aspects des politiques et réglementations nationales, notamment lorsque l'objectif du libre-échange s'étend de manière à englober les questions relatives au commerce équitable et durable. D'où les tensions persistantes sur la question de savoir s'il est souhaitable d'allonger la liste des problèmes qui se posent «une fois la frontière franchie».

158. Rétrospectivement, un grand nombre de gouvernements des pays en développement ont jugé déséquilibrés les résultats du Cycle d'Uruguay. Pour la plupart des pays en développement (car certains y ont gagné), le point crucial était qu'ils n'avaient obtenu des pays développés que des concessions limitées en matière d'accès aux marchés en échange des coûts élevés qu'ils allaient devoir désormais supporter en s'engageant à suivre les nouvelles règles du commerce multilatéral.

Systèmes de production mondiaux

159. L'émergence de systèmes de production mondiaux qui ont fait circuler des flux croissants d'IDE a créé de nouvelles opportunités en matière de croissance et d'industrialisation dans les pays en développement. Quelque 65 000 entreprises multinationales, auxquelles approximativement 850 000 sociétés étrangères sont affiliées, sont les acteurs clés de ces systèmes. Elles coordonnent les chaînes d'approvisionnement mondiales qui relient les entreprises des différents pays, incluant même des sous-traitants locaux qui travaillent hors du système de production formel et externalisent vers des travailleurs à domicile¹⁰.

Émergence de systèmes mondiaux de production dans lesquels les multinationales jouent un rôle clé

160. La croissance de ces systèmes de production mondiaux a été particulièrement forte dans les industries de haute technologie (électronique, semi-conducteurs, etc.) et pour les biens de consommation à forte intensité de main-d'œuvre (textile, vêtements, chaussures). Elle devient également rapide dans le secteur des services, où les progrès techniques ont permis de développer l'offre de services tels que le développement de logiciels, les centres d'appels et les services financiers depuis différents pays. Les industries de haute technologie ont connu la croissance la plus rapide et représentent maintenant la source individuelle la plus importante des exportations de produits manufacturés des pays en développement¹¹. Dans ces industries, les pièces et composants sont produits par des filiales des multinationales situées dans des pays en développement. La plupart des activités de recherche et développement et autres tâches faisant appel à des technologies sophistiquées sont exécutées dans les pays industrialisés.

161. Dans les industries des biens de consommation à forte intensité de main-d'œuvre, le tableau est très différent. Les multinationales conçoivent le produit, spécifient sa qualité, etc., et externalisent sa production à des entreprises locales dans les pays en développement. Elles contrôlent la qualité et les délais de production, la conception et les quantités faisant fréquemment l'objet de changements. La force motrice est la flexibilité des ajustements qui doivent toujours intervenir à temps en réponse aux changements de la demande des consommateurs, le tout avec des coûts minimaux concernant les stocks. Il s'agit d'un système de production «en flux tendu» à l'échelle planétaire. Les multinationales contrôlent également la commercialisation. Marques et logos sont une source importante de pouvoir sur le marché et, incidemment, la source de grandes fortunes privées.

Un système mondial de production travaillant à flux tendu

162. Une caractéristique notable de la croissance de ces systèmes de production mondiaux est qu'elle a eu lieu sans que se soient développées en parallèle des règles multilatérales pour en gouverner l'élément central: les IDE. Cette lacune a suscité de nombreuses inquiétudes, qui seront traitées dans la partie III.

¹⁰ Voir Marilyn Carr et Martha Chen: *Globalization, social exclusion and work, with special reference to informal employment and gender*, document d'information préparé pour la Commission mondiale, Genève, 2003.

¹¹ S. Lall: *The employment impact of globalization in developing countries* (Genève, BIT, 2002).

Le rôle et l'influence des organismes financiers privés ont beaucoup augmenté

163. La structure de la gouvernance du système financier mondial s'est également transformée. Les flux financiers privés dépassant très largement les flux publics, le rôle et l'influence des acteurs privés (banques, fonds spéculatifs, fonds d'actions, agences de notation) ont augmenté de manière substantielle. En conséquence, ces institutions financières privées exercent désormais un pouvoir énorme sur les politiques économiques des pays en développement, notamment les économies de marché émergentes. Les agences de notation déterminent si les pays peuvent accéder à l'emprunt souverain et, si oui, elles en définissent le coût. Les estimations des analystes boursiers exercent une influence profonde sur l'afflux de fonds sur les marchés boursiers, et les décisions prises par les gestionnaires des fonds spéculatifs ont souvent un impact sur les monnaies nationales.

164. Dans une logique des marchés parfaits, on ne verrait aucun mal à ces développements. L'influence accrue des acteurs privés dans le système financier mondial devrait entraîner une plus grande efficacité dans la répartition des ressources financières à travers le monde et conduire les gouvernements des pays en développement à exercer une plus grande, et fort nécessaire, discipline sur les marchés. Toutefois, les marchés financiers, même au niveau national, font typiquement partie des marchés les plus imparfaits et l'on relève de sérieux problèmes de défaut d'informations, notamment des asymétries d'informations.

165. Ces problèmes sont amplifiés au niveau des marchés financiers mondiaux, où il peut arriver que les bailleurs de fonds internationaux disposent d'informations limitées et peu fiables sur les emprunteurs locaux. Par exemple, des questions se posent, à la lueur des scandales financiers qui ont éclaté récemment, quant aux opérations des fonds spéculatifs et des agences de notation et à la probité de certains grands investisseurs internationaux. Il en résulte l'octroi de crédits excessifs, y compris à des banques et entreprises locales peu sûres. L'idée qu'il existe des garanties implicites concernant la fixité des taux de change et les renflouements complique ce processus.

166. Autre carence importante sur ce marché financier mondial: l'absence d'institutions efficaces de supervision, comme il en existe au niveau national.

Un système financier mondial en butte à des crises

167. Invariablement, le système financier mondial a donc été confronté à une série de crises financières dont la fréquence et la gravité allaient grandissant. Ces crises ont eu un effet dévastateur, effaçant les gains engrangés antérieurement pendant des années de progrès économique et prélevant un lourd tribut social en termes de chômage et de pauvreté.

168. Une petite minorité seulement de pays en développement fait partie de ce nouveau système financier mondial. Comme dans le cas des IDE, ces flux financiers privés sont demeurés fortement concentrés dans les marchés émergents. C'est ainsi que la grande majorité des pays en développement, dont la quasi-totalité des pays les moins avancés, ne reçoivent pratiquement pas de flux financiers privés.

Beaucoup de PMA demeurent prisonniers du piège de la dette

169. Les pays à faible revenu dépendant de l'aide, qui sont pour la plupart situés en Afrique subsaharienne, sont marginalisés par rapport aux marchés financiers, ce qui signifie qu'ils ne disposent d'aucun moyen d'atténuer les effets du déclin marqué de l'aide publique au développement. Vingt ans plus tard, bon nombre de ces pays sont ainsi toujours pris au piège de la dette dans lequel ils sont tombés au début des années quatre-vingt.

L'impact de la mondialisation

170. La conjugaison et l'interaction de ces évolutions des échanges commerciaux, des IDE, de la finance et de la technologie ont eu des conséquences profondes et variées sur les différents secteurs économiques, types d'entreprises, catégories de travailleurs et groupes sociaux. Certains des changements de grande envergure qui ont eu lieu sont décrits ci-après.

Principales préoccupations

171. Nous commencerons par décrire le point de vue à partir duquel nous allons évaluer l'impact de la mondialisation. Notre principal souci est que la mondialisation profite à tous les pays et au bien-être de tous les habitants de la planète, ce qui suppose qu'elle accélère la croissance économique des pays pauvres et réduise la pauvreté dans le monde, qu'elle n'augmente pas les inégalités et qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité socio-économique à l'intérieur des pays.

172. Il est donc largement admis que le test de vérité, pour le processus actuel de mondialisation, c'est sa capacité d'accélérer notablement le développement et la réduction de la pauvreté dans le monde et d'assurer un développement durable sur le plan économique, social et environnemental.

173. L'impact social de la mondialisation ne se limite pas aux pays qui évoluent en marge du processus ou qui ont moins bien réussi à s'intégrer dans l'économie mondiale. Même dans les pays qui ont réussi relativement bien leur intégration, les coûts sociaux peuvent être considérables du fait des ajustements transitionnels. La Chine, par exemple, en dépit d'une croissance soutenue, a rencontré des problèmes de chômage de transition qui risquent de s'intensifier avec l'accélération de la réforme des entreprises d'Etat et, comme l'a montré la crise financière asiatique, même des pays ayant eu des performances économiques exemplaires peuvent devoir faire face à des coûts sociaux très lourds.

La mondialisation peut avoir un lourd coût social

L'impact sur la croissance économique

174. Pour évaluer l'impact de la mondialisation, il faut commencer par observer l'historique des taux de croissance économique au niveau mondial et dans les différents pays. Il est frappant de constater que la croissance du PIB mondial a ralenti depuis 1990 (voir figure 10), date à partir de laquelle la mondialisation s'est accélérée. A tout le moins, ce résultat dément les prévisions les plus optimistes quant à l'impact bénéfique de la mondialisation sur la croissance.

175. La croissance a été inégalement répartie entre les pays, qu'ils soient industrialisés ou en développement. Entre 1985 et 2000, la croissance du revenu par habitant n'a été supérieure à 3 pour cent par an que dans 16 pays en développement (voir tableau 1). Elle a été inférieure à 2 pour cent par an dans 55 pays en développement et elle a même été négative dans 23 d'entre eux.

176. Au cours de cette même période, l'écart de revenu entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres a considérablement augmenté (voir figure 11).

177. Cette croissance inégale modèle une nouvelle géographie économique mondiale. Le changement le plus frappant est la croissance économique rapide de la Chine depuis vingt ans, de même que l'amélioration plus progressive mais importante de la performance économique de l'Inde. Plus du tiers de la population mondiale vit dans ces deux pays.

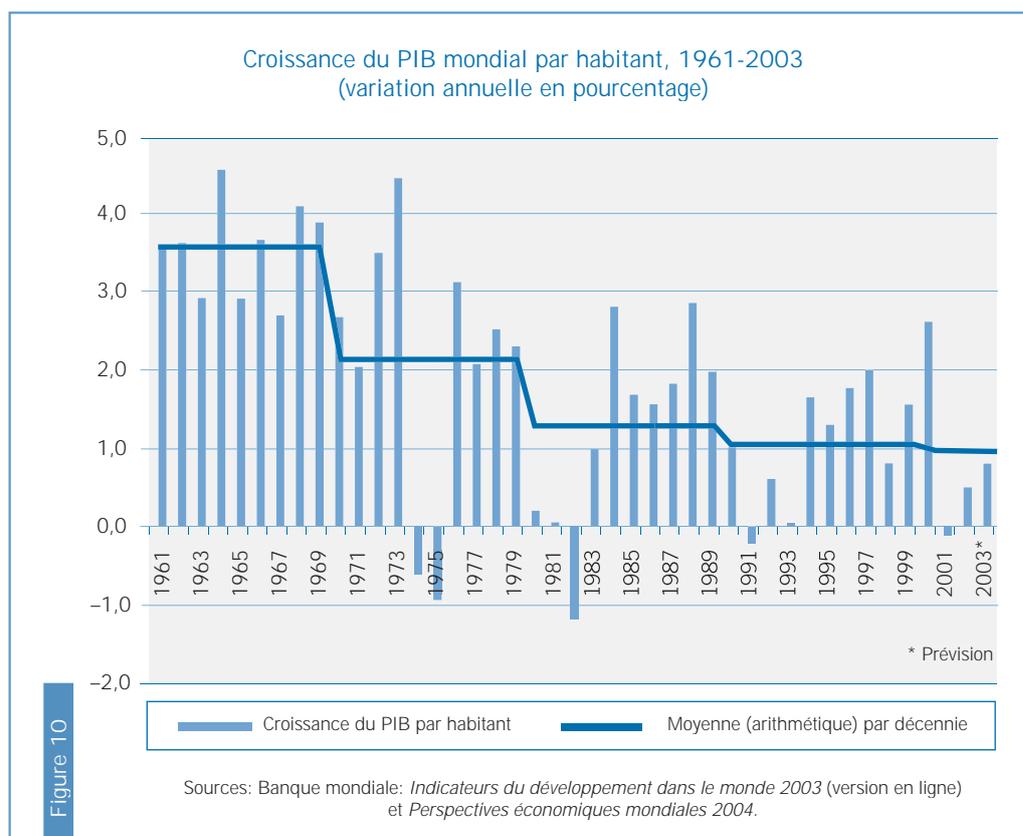


Figure 10

Tableau 1. Performance économique des pays en développement (regroupés en fonction de leur taux de croissance) par rapport aux pays industrialisés et aux pays en transition

	Pays industrialisés	Pays en développement avec un taux de croissance du PIB par habitant de						Pays en transition ¹	
		←	>3% ²	→	2-3%	1-2%	0-1%		<0%
Nombre de pays	22	16	(14)	12	20	14	23	17	
Pourcentage de la population mondiale (2001) ³	13,8	44,7	(7,1)	5,6	10,3	7,5	4,8	5,3	
Croissance du PIB (en %), 1985-2001	2,5	7,3	(6,2)	4,2	3,4	2,3	1,8	-1,1	
Croissance de la population (en %), 1985-2001	0,65	1,5	(1,6)	2,0	2,2	2,1	2,6	-0,3	
Pourcentage des échanges mondiaux (y compris les pays en transition)	1991	53,9	18,5	(10,3)	3,2	6,6	3,1	4,7	10,0
	2001	48,4	26,6	(11,3)	2,9	6,7	3,0	3,6	8,9
Pourcentage des IDE mondiaux (y compris les pays en transition)	1991	54,4	24,6	(13,7)	2,2	10,2	3,0	2,9	2,7
	2001	52,9	22,2	(2,7)	2,0	5,8	6,9	4,3	5,8

¹ Les taux de croissance des pays en transition sont calculés pour la période 1991-2001. ² Deuxième colonne: Chine et Inde exceptées. ³ Les 124 pays faisant partie de l'échantillon représentent 92 pour cent de la population mondiale estimée (6 129 millions en 2001).

Source: Les données de base proviennent de Banque mondiale: *Indicateurs du développement dans le monde 2003* (CD-ROM).

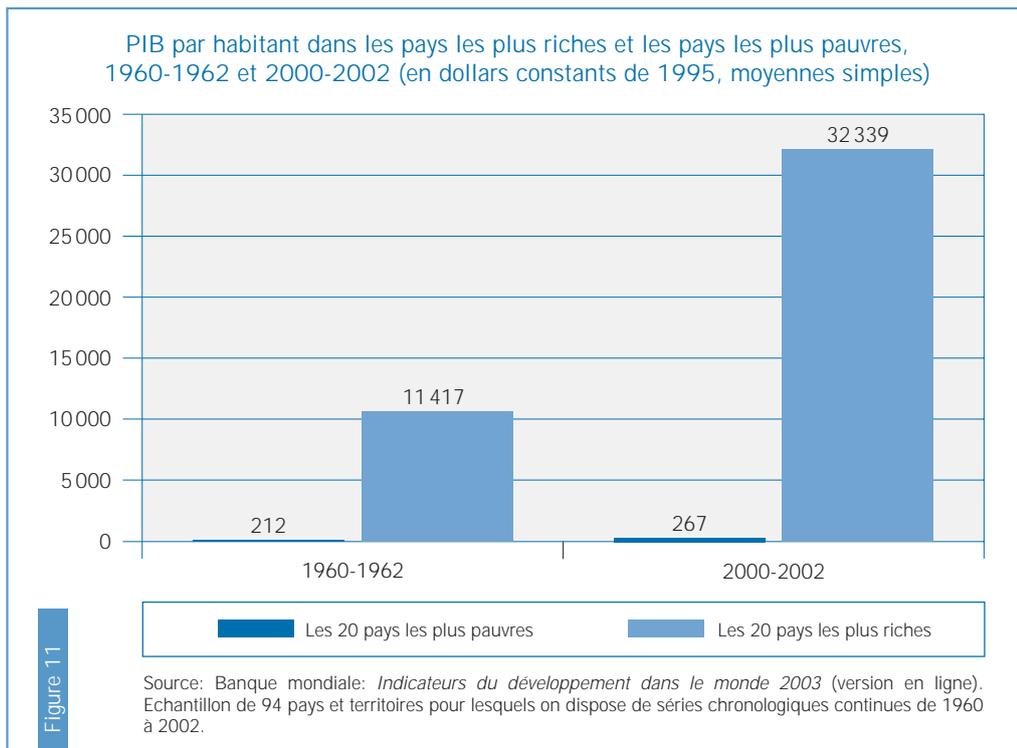


Figure 11

Inégalité de l'impact selon les pays

178. Pour significatif qu'il soit, l'essor de la Chine et de l'Inde ne représente qu'un aspect de l'évolution récente, marquée par une distribution très inégale des avantages de la mondialisation entre les pays. Les pays industriels, dotés d'une base économique solide au départ, riches en capitaux et en compétences et détenant la suprématie en matière technologique, étaient bien placés pour tirer des avantages substantiels de la mondialisation de l'économie.

179. L'expansion des marchés mondiaux des biens et des services a ouvert de nouveaux débouchés à leurs exportations, tandis que l'émergence de systèmes de production mondiaux et la libéralisation des règles d'investissement ont créé de nouvelles opportunités pour leurs multinationales, augmentant le champ d'action de celles-ci et leur pouvoir sur le marché. De manière similaire, la croissance des marchés financiers mondiaux a accru les possibilités d'investissement à forte rentabilité sur les marchés émergents. De plus, la supériorité technologique des pays industriels, alliée au renforcement des règles internationales qui régissent les droits de propriété intellectuelle dans le cadre de l'OMC, a fait augmenter leurs profits, tirés des redevances et droits de licence. Ces avantages ont toutefois été en partie contrebalancés par les problèmes internes d'ajustement qui ont généré des pertes pour certains travailleurs.

180. Autre groupe ayant indiscutablement tiré des avantages importants de la mondialisation: un petit nombre de pays en développement qui ont réussi avec brio à augmenter leurs exportations et à attirer les IDE. En tête de ce groupe, on trouve les premières NEI (nouvelles économies industrielles) de l'Asie de l'Est, qui ont désormais des revenus et des structures économiques comparables à ceux des pays industrialisés. D'autres pays d'Asie à revenu intermédiaire, les pays candidats à l'Union européenne et des pays d'Amérique latine comme le Mexique et le Chili semblent également en passe de parvenir au même résultat.

De gros avantages pour une petite minorité de pays en développement

181. Pour la plupart, ces pays bénéficiaient de conditions initiales relativement favorables, qu'il s'agisse de leur niveau d'industrialisation, du développement de leurs ressources humaines, des infrastructures de transport et de communication ou de la qualité des institutions économiques et sociales. Mais ils n'ont pas tous appliqué les mêmes stratégies de développement. La Chine, l'Inde et le Viet Nam, notamment, pays disposant de vastes marchés intérieurs, n'ont pas suivi des stratégies de libéralisation orthodoxes, tandis qu'en République de Corée, par exemple, l'Etat est intervenu avec force pour lancer le développement industriel.

Les PMA demeurent exclus des avantages de la mondialisation

182. A l'autre extrême, l'exclusion de la plupart des pays les moins avancés (PMA), dont la majeure partie de l'Afrique subsaharienne, des bénéfices de la mondialisation demeure une réalité persistante. Les PMA sont prisonniers d'un cercle vicieux du fait du cumul de divers handicaps: pauvreté et analphabétisme, troubles civils, désavantages géographiques, gouvernance médiocre, économie manquant de flexibilité car essentiellement tributaire d'un produit de base unique. De plus, un grand nombre de ces pays plient sous le poids d'une lourde dette extérieure et sont durement touchés par la baisse continue du prix des produits de base. A ces problèmes s'est ajoutée la persistance du protectionnisme agricole dans les pays industrialisés, qui réduit l'accès aux marchés, tandis que les importations subventionnées font du tort aux producteurs agricoles locaux.

L'impact de la libéralisation du commerce, des investissements et des finances

183. On aura un aperçu plus concret de la manière dont les principaux éléments de la mondialisation ont affecté les pays en examinant le corpus croissant des études par pays sur ces questions. Il ressort généralement de ces études que l'impact est mitigé.

184. Ainsi, une série d'études récentes du BIT sur l'impact des échanges sur l'emploi et les salaires dans le secteur manufacturier montre que cet impact varie beaucoup selon les pays¹². Dans les trois économies émergentes d'Asie qui ont été étudiées, l'augmentation des échanges commerciaux a généralement eu un effet favorable sur l'emploi et les salaires dans le secteur manufacturier. A l'inverse, dans certains pays d'Amérique latine, au Brésil ou au Mexique par exemple, l'emploi n'a pas sensiblement augmenté, voire diminué, dans ce secteur. Les salaires réels de la main-d'œuvre non qualifiée ont eu tendance à diminuer et l'écart salarial entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés a augmenté de façon relativement nette.

Pas de recette universelle applicable à la libéralisation des échanges

185. Ces études et d'autres études similaires permettent d'avancer que la relation entre la libéralisation des échanges, la croissance et l'emploi semble être une relation «contingente, qui dépend beaucoup des pays et des caractéristiques externes»¹³. Les différences entre les pays (par exemple, le niveau de revenu ou l'existence d'un avantage comparatif pour les produits de base ou pour les produits manufacturés) pourraient cautionner différentes stratégies de libéralisation des échanges. Il n'existe donc pas de prescription simple et universelle quant à la meilleure approche de la libéralisation des échanges.

¹² Ajit Ghose: *Jobs and incomes in a globalizing world* (Genève, BIT, 2003).

¹³ Francisco Rodriguez et Dani Rodrik: «Trade policy and economic growth: a sceptic's guide to the cross-national evidence», dans B. Bernanke et K. Rogoff: *NBER Macroeconomics Annual 2000* (Cambridge, Etats-Unis, MIT Press, 2000).

186. Dans l'ensemble, les IDE ont apparemment un effet positif sur la croissance. L'impact favorable que cela devrait avoir sur l'emploi peut être annulé par l'événement de beaucoup d'entreprises locales, incapables de soutenir la concurrence, et par l'introduction de technologies à fort coefficient de capital par les sociétés étrangères. Cela dit, les données empiriques sur l'impact des IDE en termes d'emploi sont rares et ne permettent pas de généraliser.

187. Les investissements transfrontières sont également un facteur potentiel d'augmentation de la croissance si le transfert de technologie et de compétences a des retombées positives sur l'économie locale. Dans ce cas, les investissements font augmenter la productivité du travail et les revenus, ce qui exerce un effet positif sur la croissance et l'emploi. Là encore, les données empiriques font apparaître des résultats inégaux. Certains pays tels que Singapour et l'Irlande ont bénéficié de retombées très importantes mais cela n'a pas été le cas de tous les pays. La leçon essentielle à tirer de la réussite de certains pays est que la présence d'entreprises locales capables d'absorber les nouvelles technologies et de répondre aux nouvelles demandes est une condition sine qua non. Il est également primordial de développer les systèmes locaux d'éducation, de formation et de technologie, et de mettre en place des réseaux de fournisseurs et des institutions d'appui.

188. Les données empiriques présentées ci-dessus sur l'impact des IDE en termes de croissance et d'emploi n'apportent que des réponses incomplètes à une question complexe: quels sont les avantages nets des IDE pour le pays d'accueil? Pour une évaluation complète, il faut accorder tout le poids voulu à des facteurs tels que l'impact des IDE sur les petites et moyennes entreprises et sur les producteurs pauvres, les conflits d'intérêts potentiels entre les sociétés étrangères et les pays hôtes, et l'impact des IDE sur la structure du commerce et la balance des paiements. Le solde des avantages et des coûts dépend dans une large mesure des caractéristiques et politiques du pays, mais les tendances internationales jouent aussi un rôle. Cela inclut la flexibilité géographique croissante des IDE et l'influence grandissante des multinationales dans des domaines tels que la propriété intellectuelle, les courants d'échanges et les flux financiers dans l'économie mondiale.

189. En ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux, on commence de plus en plus à reconnaître la maigreur des avantages à en tirer en termes de croissance. Même si les ravages économiques et sociaux causés par les crises sont mis de côté, les bénéfices retirés par les pays en développement de leur participation au système financier mondial actuel ont été de plus en plus remis en question. Les avantages potentiels en termes d'accès accru aux marchés financiers internationaux ont souvent été réduits ou annulés par l'instabilité. Ce problème est particulièrement aigu dans le cas des pays dotés de systèmes financiers mal réglementés.

190. Un défaut structurel de base réside dans la prédominance des flux spéculatifs à court terme. L'ouverture des comptes des opérations en capital a entraîné un afflux massif de capitaux, bientôt suivi d'un reflux. Le phénomène s'explique par la recherche de gains spéculatifs à court terme. Il n'a pas contribué à l'augmentation des investissements productifs et a généré de nouvelles contraintes pour les politiques de développement.

191. L'ouverture financière a également entraîné, dans certains cas, une mauvaise affectation des ressources et une augmentation du coût réel du capital. Cette mauvaise répartition des ressources se produit lorsque des bailleurs de fonds étrangers financent des investissements hasardeux par manque d'informations. Le coût réel du capital augmente également lorsque les gouvernements relèvent les

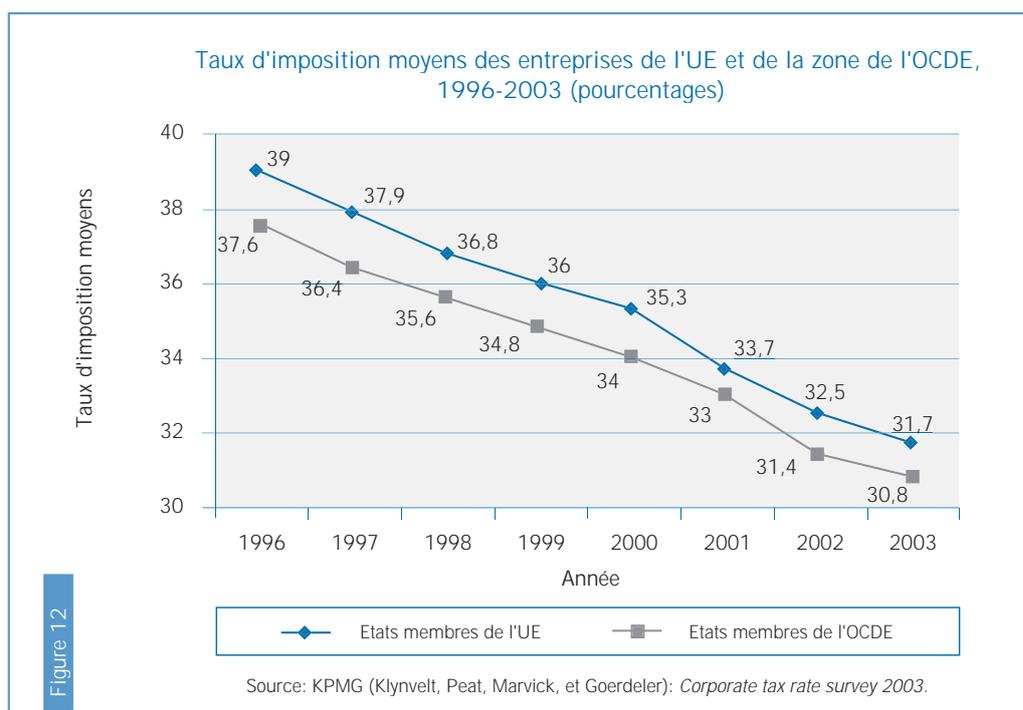
La libéralisation des mouvements de capitaux ne rapporte guère en termes de croissance

Les flux spéculatifs à court terme ont eu un effet dommageable

taux d'intérêt pour préserver la stabilité des taux de change. Parmi les autres effets secondaires de l'ouverture financière, on trouve la nécessité de maintenir un niveau beaucoup plus élevé de réserves de change et une plus grande vulnérabilité à la fuite du capital national.

192. De manière plus fondamentale, l'ouverture des marchés financiers a limité la marge de manœuvre nécessaire pour déployer une politique macroéconomique anticyclique. La raison en est que les pays doivent sacrifier leur autonomie concernant soit le taux de change, soit la politique monétaire. Avec l'ouverture des comptes des opérations en capital, le maintien d'un taux de change fixe implique de renoncer à la liberté de fixer les taux d'intérêt nationaux, tandis que la seule solution pour reprendre le contrôle de ces derniers consiste à laisser fluctuer le taux de change. De plus, la marge de manœuvre pour l'adoption de politiques budgétaires expansionnistes est souvent restreinte de manière sévère par les demandes des financiers étrangers.

193. La mondialisation affecte également les finances publiques. Citons notamment la baisse des taux d'imposition des facteurs de production relativement plus mobiles. Dans les 30 pays les plus riches du monde, le taux moyen de l'impôt sur les sociétés est tombé de 37,6 pour cent en 1996 à 30,8 pour cent en 2003 (figure 12). Les mesures fiscales préférentielles mises en place pour attirer les IDE ont contribué à faire baisser les taux moyens d'imposition des investisseurs. On assiste à un phénomène similaire concernant l'imposition des hauts revenus, leurs bénéficiaires étant eux aussi relativement plus mobiles. Entre 1986 et 1998, on a assisté à un déclin, souvent important, du taux d'imposition marginal supérieur du revenu des personnes physiques dans la grande majorité des pays, ceux à revenu élevé et ceux à faible revenu¹⁴. Cette évolution des taux d'imposition ne signifie pas obligatoirement une diminution globale des recettes fiscales car



¹⁴ Voir Raymond Torres: *Towards a socially sustainable world economy* (Genève, BIT, 2001).

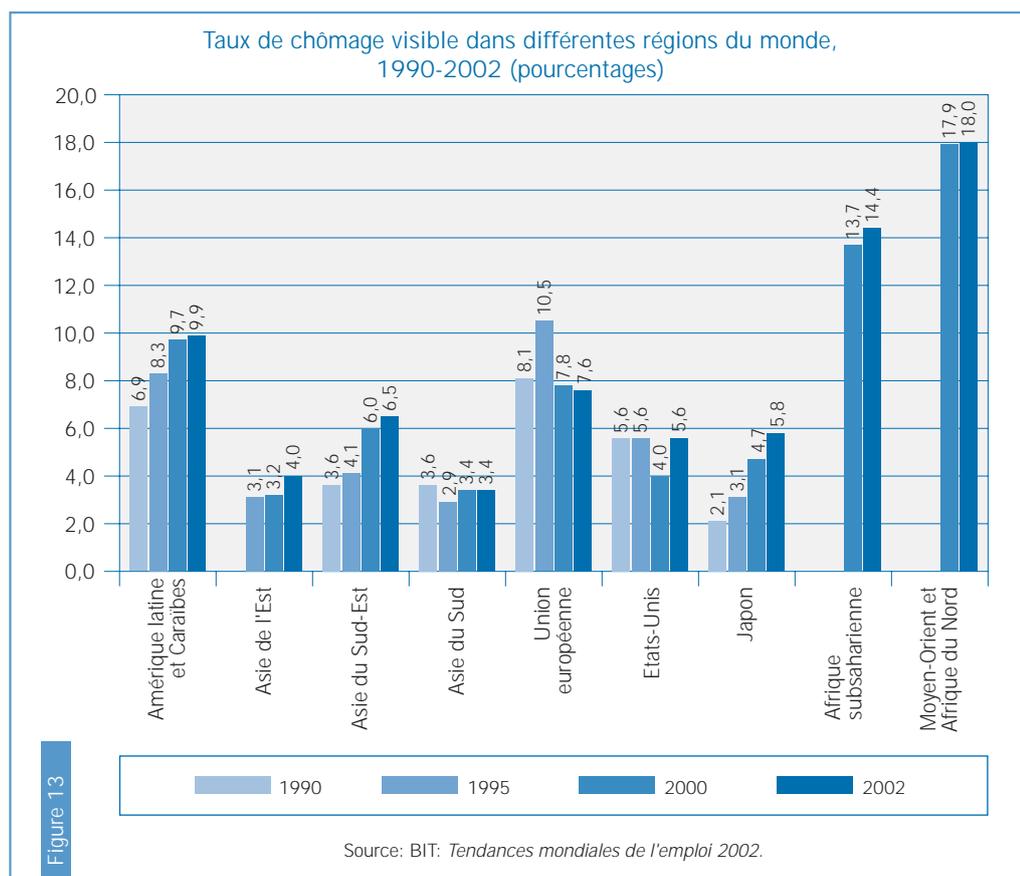
l'abaissement de ces taux peut réduire l'évasion fiscale et avoir un effet positif sur la production. Il y a cependant matière à se préoccuper de l'impact sur la répartition des revenus de ces réductions des taux applicables aux facteurs de production mobiles. Le poids relatif de plus en plus lourd des impôts indirects et des impôts qui frappent des facteurs immobiliers tels que le travail réduit la progressivité de l'impôt à une époque où les inégalités de revenus se sont creusées dans plusieurs pays à revenu élevé ou intermédiaire.

Emploi, inégalité et pauvreté

194. Pour évaluer l'impact social de la mondialisation, il est essentiel de regarder au-delà des performances économiques et d'examiner ce qui s'est passé au niveau de l'emploi, de l'inégalité des revenus et de la pauvreté au cours des deux dernières décennies.

195. A l'échelon mondial, les estimations du BIT font apparaître une augmentation du chômage déclaré au cours des dix dernières années. En 2003, on dénombrait quelque 188 millions de chômeurs. L'évolution de l'emploi sur les vingt dernières années a été variable selon les régions (voir figure 13). On remarque que, dans le monde en développement, le chômage a augmenté depuis 1990 dans la région Amérique latine et Caraïbes et en Asie du Sud-Est, et depuis 1995 en Asie de l'Est. La montée du chômage dans ces régions s'explique en partie par la crise financière survenue à la fin des années quatre-vingt-dix. Par exemple, dans certains grands pays touchés par la crise, le taux de chômage a baissé une fois passée la crise mais, souvent, sans retomber à son niveau antérieur (voir figure 14).

Le chômage a augmenté



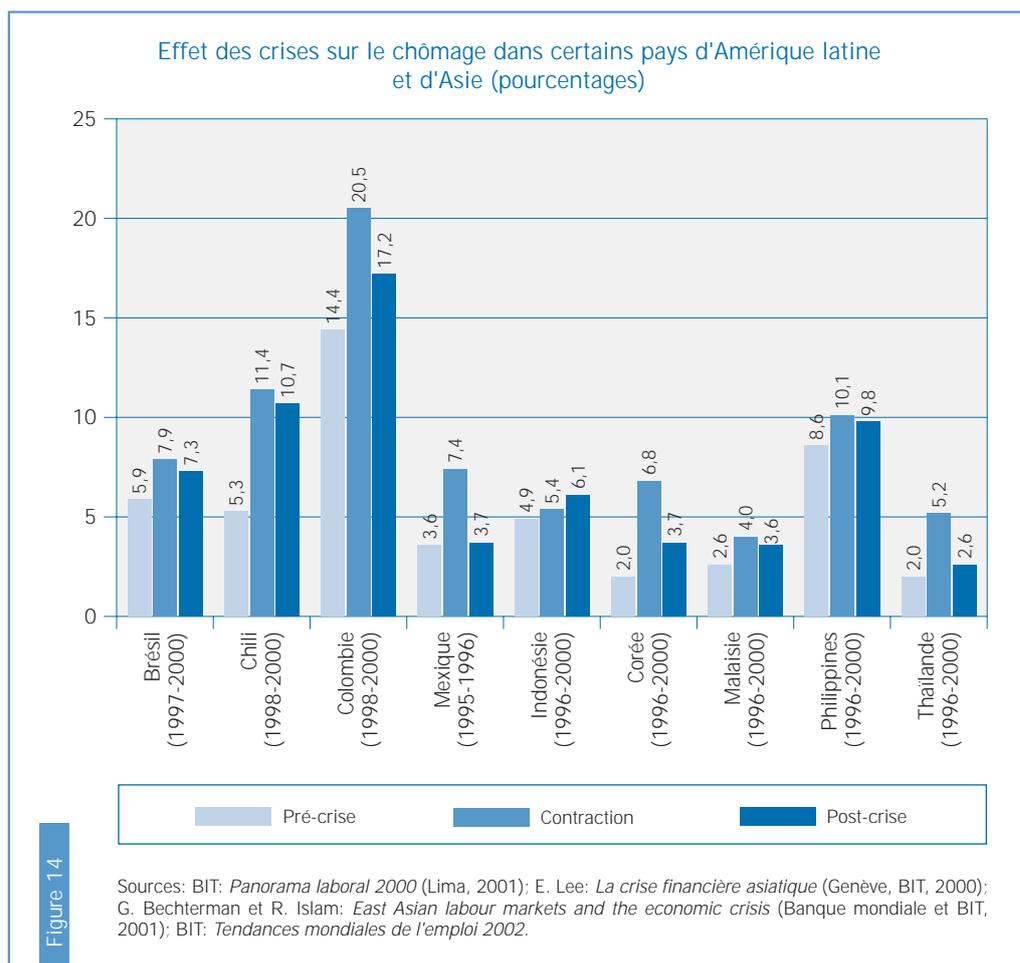


Figure 14

196. La part du travail indépendant, qui est pour la plupart des régions en développement un indicateur indirect de la taille de l'économie informelle, a augmenté dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (voir figure 15). Il n'est pas facile de se procurer des données directes sur l'emploi dans l'économie informelle. L'augmentation observée est généralement liée à la stagnation ou à une croissance lente de l'emploi dans le secteur moderne, ce qui conduit la main-d'œuvre à se tourner vers l'économie informelle.

197. Dans le monde industrialisé, les résultats ont aussi été variés. Au cours des dix dernières années, le chômage a augmenté régulièrement au Japon mais il a beaucoup baissé dans certaines petites économies ouvertes européennes ainsi qu'au Royaume-Uni. Aux États-Unis également, malgré des pertes d'emploi importantes dans certaines industries manufacturières, le taux de chômage a baissé jusqu'au ralentissement économique survenu récemment.

198. L'inégalité des revenus s'est accentuée dans certains pays industrialisés, avec une augmentation de la part du capital dans le revenu national et un accroissement des disparités salariales du milieu des années quatre-vingt au milieu des années quatre-vingt-dix (voir figure 16). Phénomène encore plus frappant: la forte augmentation de la part du 1 pour cent de la population qui a les plus gros revenus aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada (voir figure 17). Aux États-Unis, la part de ce groupe a atteint 17 pour cent du revenu brut en 2000, un niveau jamais vu depuis les années vingt. Cette concentration de la richesse a été le facteur principal de

Travail indépendant non agricole, 1980-1989 et 1990-2000
(en pourcentage de l'emploi non agricole total)

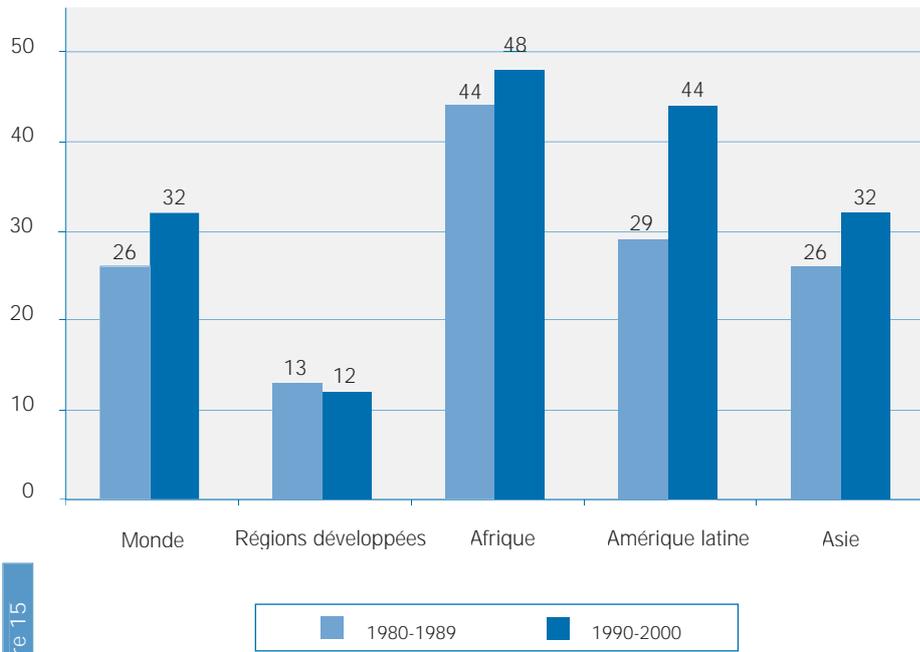


Figure 15

Source: BIT: *Women and men in the informal economy* (2002).

Ratio entre le décile des travailleurs les plus rémunérés et le décile des travailleurs les moins rémunérés, milieu des années quatre-vingt et milieu des années quatre-vingt-dix

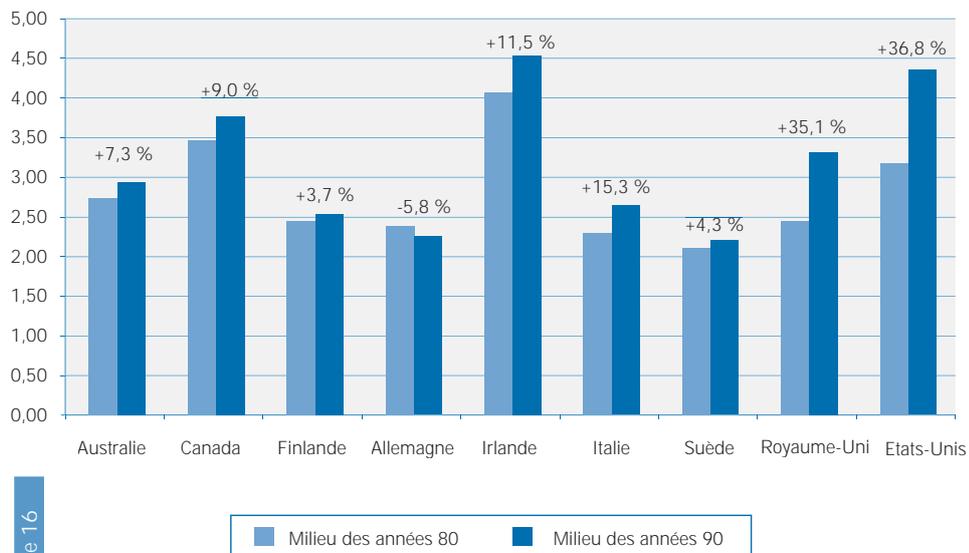
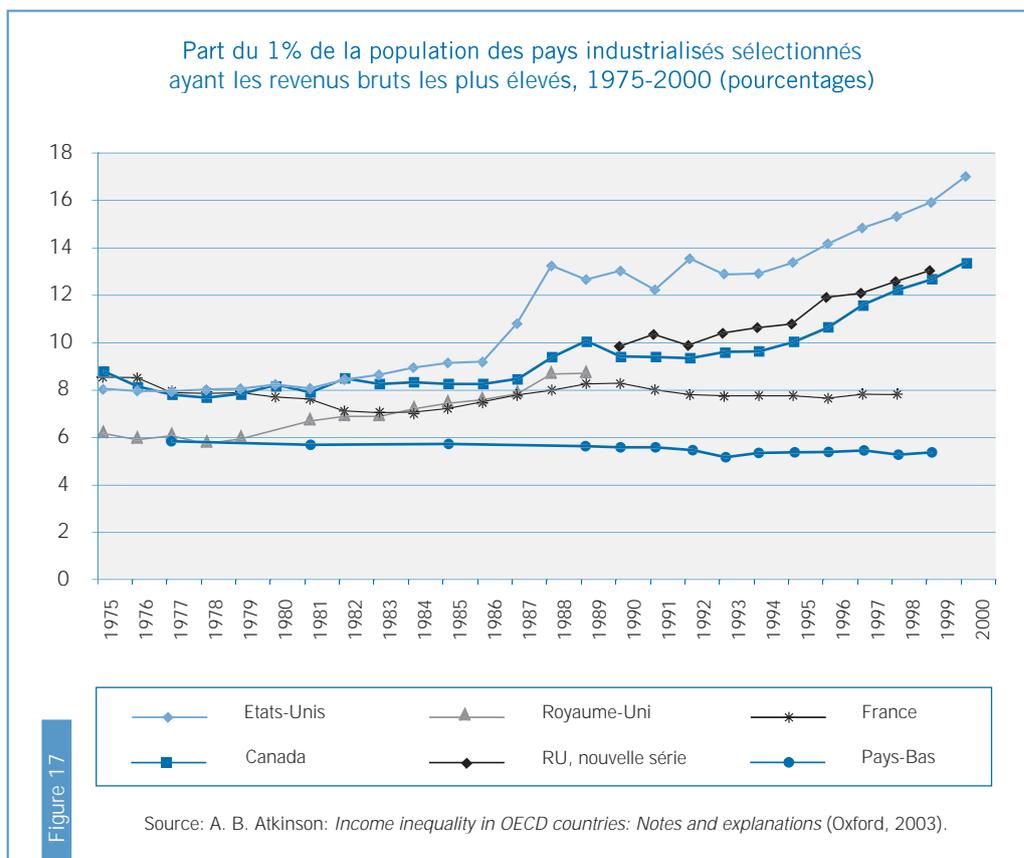


Figure 16

Source: OCDE: *Perspectives de l'emploi* (plusieurs éditions).



l'augmentation de l'inégalité des revenus aux Etats-Unis. La baisse de la part du dernier décile des salariés a commencé à s'inverser en 1995.

199. Cette émergence des très riches est importante pour l'analyse de la mondialisation car les très gros revenus sont généralement liés aux émoluments versés par les multinationales, au développement de nouvelles entreprises d'envergure mondiale et au phénomène de la célébrité à l'échelle mondiale. La concentration de la richesse risque fort de donner aux bénéficiaires de la situation un plus grand pouvoir, tant politique que sur le marché, au niveau national comme au niveau mondial. Elle a également une influence importante sur les sentiments des individus à l'égard de la mondialisation.

200. En dehors des pays industrialisés, l'évolution a aussi été inégale (voir figure 18). Les inégalités de revenus se sont accentuées dans la grande majorité des pays, mais le rôle de la mondialisation dans ce phénomène reste à définir.

Impact de la mondialisation sur la pauvreté

201. L'impact de la mondialisation sur la pauvreté est également difficile à évaluer. Le nombre de personnes vivant dans une pauvreté absolue a nettement baissé, tombant de 1 237 millions en 1990 à 1 100 millions en 2000. Cependant, cette amélioration est due avant tout à deux très grands pays, la Chine et l'Inde, qui regroupent 38 pour cent de la population mondiale. En Chine, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté est ainsi tombé de 361 millions à 204 millions. Ailleurs, en Afrique subsaharienne, en Europe et en Asie centrale ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, le nombre de pauvres a augmenté de 82, 14 et 8 millions respectivement (voir figure 19). Cela dit, des facteurs propres aux régions et aux pays, et sans lien avec la mondialisation, ont également joué un rôle majeur dans l'évolution de la pauvreté.

202. Tout cela fait planer une ambiguïté de base sur l'interprétation des données relatives aux tendances de la pauvreté sur la planète. Si la réduction de la pauvreté

Evolution des inégalités de revenus dans 73 pays, des années soixante aux années quatre-vingt-dix

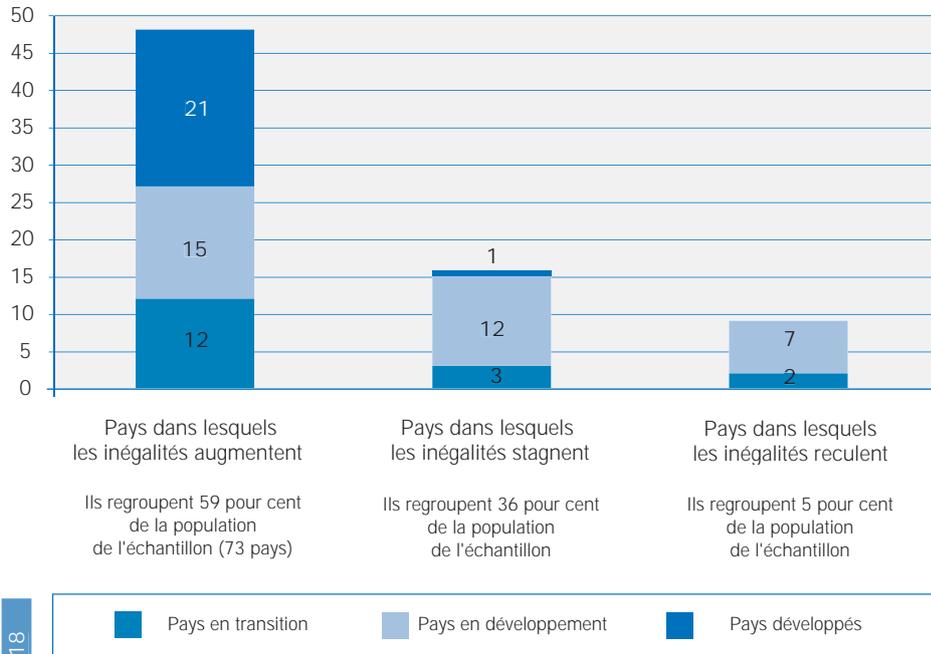


Figure 18

Source: Giovanni Andrea Cornia et Sampsa Kiiski: «Trends in income distribution in the post-World War II period: Evidence and interpretation», *WIDER discussion paper n° 89* (Helsinki, UNU/WIDER, 2001).

Personnes vivant avec moins d'un dollar par jour, 1990 et 2000 (en millions)

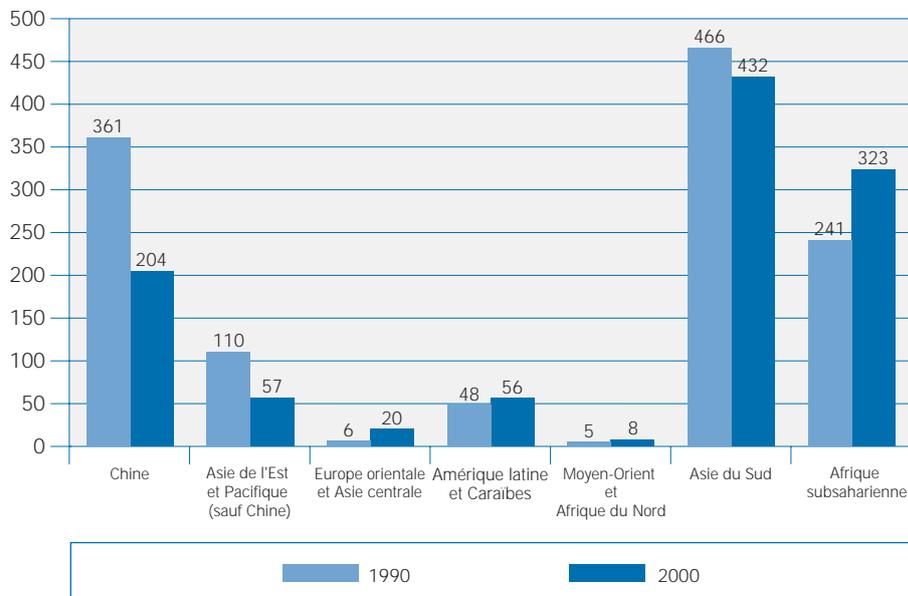


Figure 19

Source: Banque mondiale: *Perspectives économiques mondiales 2004*.

dans son ensemble est bien sûr un événement dont il faut se réjouir, cela ne console guère les personnes qui ne vivent pas dans le petit nombre de pays où la pauvreté a reculé.

203. Une autre ambiguïté est qu'il peut y avoir des coûts sociaux réels, même si des indicateurs globaux tels que le taux de chômage ou le niveau de la pauvreté ne montrent aucune détérioration. En effet, la stabilité de ces taux peut masquer un véritable bouleversement des marchés du travail et des mouvements d'entrée et de sortie de la pauvreté. Apparemment, ces phénomènes sont devenus plus marqués au fur et à mesure de la mondialisation. Là encore, il s'agit d'une piètre consolation pour ceux qui ont perdu leur emploi ou qui sont tombés dans la pauvreté, de savoir que d'autres, ayant suivi le chemin inverse, ont empêché une dégradation des taux de chômage ou de pauvreté.

204. Ce type de mobilité est l'une des principales raisons pour lesquelles les gens n'ont pas tous la même perception de l'impact social de la mondialisation. Une personne qui perd son emploi ou dont les revenus diminuent ou qui appartient à des groupes sociaux ou régions durement touchés par le chômage et la pauvreté jugera de la mondialisation sur cette base, quelle que soit la situation générale. En conséquence, une partie au moins du débat passionné sur l'impact social résulte des différentes façons de percevoir la mondialisation et d'interpréter les indicateurs sociaux globaux.

205. La diversité des évolutions des performances économiques, de l'emploi, des inégalités et de la pauvreté fait qu'il est extrêmement difficile de généraliser au sujet de l'impact de la mondialisation. Cela est dû en partie à la complexité du phénomène. Les résultats observés, par exemple en matière de chômage et de pauvreté, sont la conséquence des effets combinés d'un ensemble complexe de facteurs parmi lesquels la mondialisation, même définie largement, n'est qu'un élément parmi d'autres. Des facteurs structurels d'ordre interne, tels que le degré d'inégalité dans la répartition des revenus et des richesses ou la qualité de la gouvernance, ont souvent une influence fondamentale. Il est important de ne pas commettre l'erreur commune qui consiste à attribuer tous les résultats observés, négatifs ou positifs, à la mondialisation.

L'impact sur les gens

206. Nous examinerons ci-après, au-delà des variables économiques, la manière dont la mondialisation a affecté la vie des individus. La mondialisation entraîne des changements de la structure économique, des prix relatifs, des possibilités et des modes de consommation, ce qui se répercute sur l'emploi, les moyens d'existence et le revenu des gens. Invariablement, ce processus de changement souvent intense a eu des effets négatifs sur les uns tandis que d'autres en ont bénéficié.

207. Les avantages économiques et les coûts sociaux de la mondialisation ne sont pas équitablement répartis entre les différents groupes sociaux. Dans un grand nombre de pays en développement et de pays industrialisés, certaines catégories de travailleurs ont souffert de la libéralisation des échanges et de la délocalisation de la production vers les économies à bas salaires. Jusqu'à présent, cela a principalement touché la main-d'œuvre non qualifiée, mais certains travailleurs qualifiés et cadres ont également été affectés par différentes évolutions: externalisation du développement des logiciels, croissance des échanges de services professionnels, augmentation de l'immigration de professionnels qualifiés en provenance de pays en développement. Les organisations de travailleurs des pays industrialisés esti-

ment par ailleurs que la mondialisation a profité de façon disproportionnée aux multinationales et aux intérêts financiers.

208. Comme dans le cas des pays, on constate que les personnes ayant tiré le plus d'avantages de la mondialisation sont celles qui sont associées (en tant qu'actionnaires, gestionnaires, travailleurs ou sous-traitants) à des multinationales prospères ou à des entreprises nationales compétitives sur le plan international. De manière plus générale, tous ceux qui possèdent des capitaux et autres actifs, des capacités entrepreneuriales, de l'instruction et des compétences de plus en plus demandées ont bénéficié de la mondialisation.

Les personnes instruites et qualifiées, disposant d'un capital et de capacités entrepreneuriales ont été les gagnants

209. Inversement, les personnes qui ont souffert de la mondialisation sont celles qui étaient associées à des entreprises non compétitives, incapables de faire face à la libéralisation des échanges ou à l'arrivée des sociétés étrangères. Parmi ces entreprises, on compte celles auxquelles des barrières tarifaires offraient un haut degré de protection, les entreprises d'Etat subventionnées et les petites et moyennes entreprises disposant d'une capacité limitée d'ajustement à une libéralisation rapide de l'économie. Les producteurs pauvres de biens importables, que ce soit dans l'économie informelle urbaine ou dans l'agriculture, ont été particulièrement vulnérables à l'afflux d'importations bon marché et aux changements marqués des prix relatifs et de l'offre d'intrants. Ces producteurs ne sont pas non plus en mesure de saisir les nouvelles opportunités économiques qui s'offrent parce qu'ils ne disposent pas des capitaux nécessaires et n'ont pas accès au crédit, à l'information, à la vulgarisation.

210. Parmi les perdants, on trouve aussi, sauf dans les pays ayant connu une croissance rapide, les pauvres, les démunis, les analphabètes, les travailleurs non qualifiés et les peuples indigènes. Cela tient non seulement à l'impact économique primaire de la mondialisation, mais aussi à ses effets indirects. Par exemple, la mobilité accrue du capital, associée à des taux de chômage élevés, a affaibli le pouvoir de négociation des travailleurs vis-à-vis de leurs employeurs. En même temps, la concurrence internationale croissante pour gagner des marchés et attirer les IDE a généré des pressions incitant à augmenter la flexibilité du marché du travail et à rogner sur la protection des travailleurs. C'est pourquoi on s'inquiète de plus en plus de la mauvaise qualité de l'emploi dans certaines parties du système de production mondial, cela en dépit des effets positifs des IDE que nous avons précédemment décrits et malgré le fait que les travailleurs gagnent souvent plus dans les entreprises étrangères que dans les entreprises locales. Le problème se pose en particulier dans les entreprises sous-traitantes des multinationales, dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre (vêtements et chaussures par exemple). Cela a fait ressortir l'importance d'une action internationale pour la protection des droits fondamentaux des travailleurs dans tous les pays.

Les travailleurs pauvres, analphabètes et sans qualifications ainsi que les peuples indigènes ont été les perdants

211. Les peuples indigènes sont particulièrement vulnérables. Ils ont beaucoup souffert lorsque leur intégration dans l'économie mondiale s'est faite sans qu'on leur demande leur avis, sans qu'ils soient informés des conséquences de ce changement et sans que leurs droits, leurs moyens de subsistance et leur culture soient suffisamment protégés. En pareil cas, les investissements dans des activités extractives, dans des barrages hydroélectriques gigantesques ou dans des plantations ont bouleversé leur vie, porté atteinte à leurs moyens d'existence, dégradé l'environnement et violé leurs droits les plus fondamentaux.

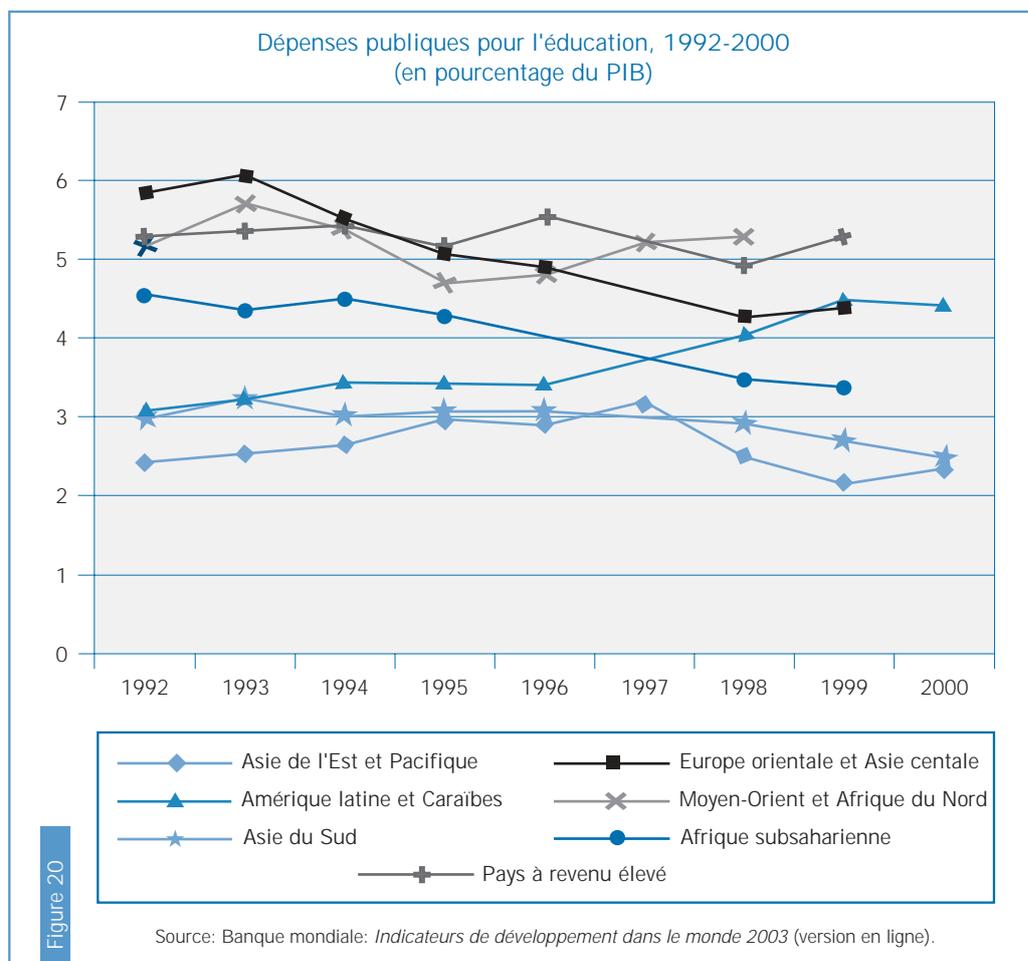
212. De manière similaire, on s'accorde largement à penser que l'exacerbation de la concurrence fiscale, alliée à la nouvelle doctrine en faveur d'une réduction du rôle de l'Etat, a réduit la capacité de ce dernier en matière de fiscalité. Nombreux

On investit
beaucoup trop
peu dans
l'éducation

sont les cas où cela a abouti à une réduction des dépenses publiques vitales pour les pauvres – santé, éducation, filets de sécurité sociale, services de vulgarisation agricole, lutte contre la pauvreté. La figure 20 illustre par exemple la baisse des dépenses consacrées à l'éducation dans plusieurs régions du monde.

213. Ces dépenses, lorsqu'il en est fait bon usage, sont vitales pour réduire la pauvreté et renforcer la capacité des personnes de profiter de la mondialisation. L'éducation, par exemple, est un facteur essentiel dans une économie mondiale où l'instruction, les compétences et le savoir sont de plus en plus importants pour survivre, a fortiori pour réussir. Pourtant, le niveau d'investissement dans l'éducation est plus qu'insuffisant. Sur les 680 millions d'enfants en âge de fréquenter les établissements d'enseignement primaire dans les pays en développement, 115 millions, dont 65 millions de filles, ne sont pas scolarisés. Et seulement un enfant scolarisé sur deux atteint la fin du cursus scolaire primaire.

214. Dans certains pays, la mondialisation a entraîné de sérieux déséquilibres entre hommes et femmes. La gravité de ces déséquilibres dépend dans une large mesure du degré d'égalité institué par la législation, les institutions et les politiques d'un pays lors de son intégration dans l'économie mondiale. De plus, dans un pays donné, selon les groupes sociaux auxquels elles appartiennent, les femmes sont touchées de manière différente. Néanmoins, dans de nombreux pays en développement, où les inégalités entre hommes et femmes sont profondément enracinées, le coût social de la mondialisation est retombé prioritairement sur les femmes.



215. On connaît de mieux en mieux les différentes manières dont beaucoup de femmes ont souffert de la mondialisation, à la fois en termes absolus et par rapport aux hommes. Par exemple, la libéralisation des échanges a souvent permis l'importation de biens de consommation et de produits agricoles subventionnés, au détriment des productrices locales. L'arrivée des sociétés étrangères a souvent eu un effet similaire, par exemple en obligeant les paysannes à quitter leurs terres ou en les empêchant d'accéder aux matières premières essentielles à leurs activités de production. Ces femmes se heurtent à d'énormes obstacles quand elles cherchent à se lancer dans les nouvelles activités économiques découlant de la mondialisation. C'est bien souvent le résultat des distorsions des politiques et réglementations au détriment des femmes ou du secteur des micro et petites entreprises dans lequel elles prédominent. L'ampleur des handicaps auxquels sont confrontées les femmes est illustrée par le fait que les femmes possèdent moins de 2 pour cent des terres et bénéficient de moins de 10 pour cent des crédits octroyés¹⁵.

Beaucoup de femmes parmi les perdants

216. Par ailleurs, les femmes ont été plus durement touchées que les hommes par les crises financières de plus en plus fréquentes générées par la mondialisation, et les réductions opérées au niveau de la protection sociale se sont faites plus à leur détriment.

217. D'un autre côté, un grand nombre de femmes ont vu leur statut économique et social s'améliorer du fait de la mondialisation. Parmi elles, on trouve les millions de travailleuses qui sont intégrées dans le système de production mondial. Ces emplois salariés ont fourni des revenus plus élevés à des femmes dont certaines étaient auparavant réduites à la servitude au sein de la famille ou au dénuement et à la précarité dans l'économie informelle. L'emploi salarié a également apporté à ces femmes une plus grande indépendance économique potentielle et a souvent relevé leur statut social, même dans les sociétés patriarcales les plus oppressives.

Effets à plus grande échelle

218. La mondialisation a affecté la vie des habitants de la planète de bien d'autres manières. Nous examinerons ci-après deux aspects principaux du phénomène: l'augmentation de l'interconnectivité mondiale et la croissance des activités transfrontières illégales.

219. L'augmentation massive de l'interconnectivité mondiale affecte la vie des femmes et des hommes de différentes manières, certaines prévisibles, d'autres non. Un changement important est que, où qu'il vive, un habitant de la planète est beaucoup plus conscient désormais des événements et problèmes du monde entier. Chacun a donc davantage conscience des disparités mondiales, qu'il s'agisse des niveaux de vie et des chances dans la vie ou des libertés et droits politiques et sociaux.

L'interconnectivité fait prendre conscience des disparités mondiales...

220. Cela accroît les attentes des populations qui vivent dans des régions défavorisées et leur fait de moins en moins bien supporter leur situation. Cela a probablement joué un rôle important dans la propagation de la démocratie ainsi que dans la demande croissante de libertés politiques dans les pays où elles sont encore niées. La plus grande disponibilité de l'information a également donné naissance à des groupes de pression et des électorats mieux informés et plus critiques, ce qui ne peut qu'accroître la qualité de la démocratie.

...améliore la qualité de la démocratie...

¹⁵ FAO: *Women and sustainable food security* (SD Dimensions, SDWW, 2003) (<http://www.fao.org/sd/fsdirect/fbdirect/FSP001.htm>).

...et renforce
le sentiment
d'appartenance à
une communauté
mondiale

221. La révolution de l'information aide les habitants des pays riches à prendre conscience de leur appartenance à la communauté mondiale et de la nécessité d'une solidarité transnationale, comme le montre la croissance spectaculaire des coalitions mondiales d'acteurs non étatiques rassemblés autour de questions d'intérêt universel telles que la mondialisation elle-même, l'environnement, les droits de l'homme, l'aide humanitaire et l'exploitation des travailleurs.

222. Cette révolution de l'information a également affecté les cultures et les valeurs sociales. Ce type de changements est cependant difficile à quantifier et à documenter. L'impact de la révolution de l'information sur les cultures et les valeurs locales à travers le monde est un sujet controversé. L'écrasante domination de la culture et des valeurs des Etats-Unis, et d'autres pays occidentaux, sur l'industrie mondiale des médias et des loisirs préoccupe beaucoup de personnes qui craignent que l'exposition permanente à des représentations des modes de vie et des modèles occidentaux n'entraîne des tensions susceptibles de créer des divisions tant sur le plan culturel que sur le plan social.

Activités
transfrontières
illégalés

223. Autre effet secondaire de la mondialisation, la forte augmentation des activités transfrontières illégales. On citera dans ce domaine l'augmentation de l'évasion fiscale et la montée en puissance de réseaux criminels engagés dans le blanchiment d'argent, la traite des personnes, le commerce sexuel, le trafic de drogues. Les facteurs qui ont facilité la croissance de transactions économiques transfrontières légales ont également favorisé les transactions transfrontières illégales. La révolution des technologies de l'information et de la communication facilite la coordination transfrontière des activités illégales, tandis que la libéralisation financière facilite l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. De même, la baisse prononcée des coûts du transport et la croissance du tourisme de masse ont rendu moins coûteux et plus difficiles à détecter l'immigration clandestine et le trafic de drogues.

224. Cette facilitation involontaire de la criminalité transfrontière a été renforcée également par deux autres facteurs. Le premier est l'augmentation des profits économiques de la criminalité transfrontière due à la multiplication des opportunités lucratives d'arbitrage entre les marchés (par exemple l'émergence de centres financiers extraterritoriaux et de paradis fiscaux, et la disparité croissante de revenus entre les pays pauvres et les pays riches parallèlement aux contrôles stricts de l'immigration). Le second facteur est la lenteur avec laquelle se développent les procédures multilatérales de détection et de suppression de ces activités transfrontières illégales, ce qui réduit les risques encourus. Dans des conditions aussi favorables, elles ne peuvent que se multiplier.